TRAWATILE (ES)

Parti Communiste Marxiste Leniniste

MENSUEL - Nº 5 - Janvier 1983 - 6,00 F



Pour une année 1988 d'aétions contre le cheir ce réfus de la faire estimas



A PROPOS DE LA BROCHURE « UNE AUTRE CHINE»

"L'interdiction du droit de grève passe comme une lettre à la poste » disent nos camarades. Ils poursuivent en demandant de «poser les vrais problèmes».

Quand cessera-t-on d'être des béni-oui-oui? Alors que le Chinois eux-mêmes, qui cherchent dans leur avancée socialiste, ne nous le demandent pas. Alors que nous avons prouvé notre capacité pour des études politiques approfondies (par exemple, sur la social-démocratie).

De quoi avons-nous peur?
De perdre nos références, nos ancrages? Mais voyons un peu plus loin que le bout de notre nez : la seule solution aujour-d'hui est de regarder les problèmes en face, et non pas de les fuir. C'est la seule façon pour faire avancer le parti et la classe ouvrière.

Il est temps aussi d'être clair sur un certain nombre de points. Deux exemples, mais de poids : la liberté de grève et d'association, l'autonomie syndicale sont des droits fondamentaux dans une société socialiste. De quoi avons-nous peur? Alors qu'une telle position ne peut que servir le parti l Autre point sur lequel il faudrait peut-être avancer plus vite, c'est la critique du gouvernement de gauche. C'est un échec : il se coupe des couches movennes, appauvrit et désarme la classe ouvrière, il prépare une droite dure: il faut le dire. même si nous votons à gauche. Pourquoi aussi épargner le PC. totalement solidaire du gouvernement. Critiquera-t-on le gouvernement lorsque le PC passera dans l'opposition?

Voilà bien une attitude infantile, dans notre politique extérieure et intérieure. Posons les problèmes politiques, affrontonsles, prenons nos responsabilités sans être l'appendice du PCC ou du PCF.

Nous avons des choses à dire : -sur la social-démocratie; -sur la façon de sortir de l'économie de marché, et les relations à établir avec le Tiers Monde; -sur ce que signifie être communiste en 82. Voilà ce qu'il faut approfondir, étudier, et notre parti aura effectivement un rôle à jouer.

> Le Comité de parti de Clermont

TROP TOUFFU, PAS ASSEZ ÉLABORÉ

Première remarque : «On le lit peu». Il y a trop de textes à lire. Cependant quelques rubriques sont lues attentivement et appréciées : la rubrique économique pour l'information et l'éducation des lecteurs et la rubrique «parlons ensemble». La cellule propose que la revue s'articule autour de trois dossiers (comprenant plusieurs articles) sur les thèmes : économie, organisation de masse, politique, international, et que le reste soit constitué du bloc-notes, de l'agenda, de brèves.

Deuxième remarque : Il est peu diffusé autour de nous. Nous avons cherché quelles en étaient les raisons :

—il est à la fois trop touffu et pas assez élaboré pour âtre diffusé. Il doit apporter un point de vue dans le débat. D'autant plus que nous nous adressons maintenant à des cadres syndicaux et politiques et non plus à des lecteurs peu politisés. En outre, la perspective du socialisme aujourd'hui n'est pas claire, de nombreuses choses sont remises en cause. C'est une recherche, alors que les gens ne posent pas le problème en terme de recherche.

—cela tient à la ligne politique du parti, à nos difficultés, à notre travail individuel de parti qui n'est pas fait. Actuellement, beaucoup de gens sont découragés, démobilisés. On est obligé de faire face, en particulier dans le travail syndical, ce qui nous « bouffe » beaucoup.

Cellule d'Orléans (fin novembre)

SOMMAIRE

Les lecteurs nous écrivent
Editorial
1982 : des dates plus ou moins bonnes à retenir 4
Ça s'est passé
Charges des entreprises : le bluff du CNPF 6
Une délégation du PCML de retour de Chine 7-21-22 Les municipales et le PCML en Sarthe :
Le Mans, Allones, Aubigné-Racan 8-9-10
Dans la vie des travailleurs
Citroën-Aulnay :
Interview de Christian Bonin,
secrétaire CGT du Comité d'entreprise 12-13
A propos du livre d'Henri Claude :
« La troisième course aux armements »
Handicapés : une même société pour tous
Loi Roudy : en avant les femmes
CSF : pour une syndicalisation des familles 17
Entretien avec J.C. Jacquet, secrétaire général 18-19
Le monde en bref
Tribunal des peuples sur l'Afghanistan :
Des témoignages accablants 23-24-25
Parlons ensemble : 26-27-28-29 Quelles propositions économiques aujourd'hui
Bernard Lavilliers :
«Je suis un rocker des années 60, un rocker tropical »
Aragon : Au bout de son âge

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Cat Bruma, Gilles Carpentier, Alain Castan, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Claude Dhalluin, Boris Duroc, Carine Favier, Camille Granot, Michel Jean, Jacques Jurquet, Claude Liria, Claire Masson, Marc Perrin, Philippe Rijsel

Travailleurs: BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication: M. Cuisinier. Abnt. un an: 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presso d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

PCML Flas	5.7 - 00 - 75902 Paris Cadas 20 CRAVAILLEUR) 10 - 11 - 000 11 -
	BULLETIN D'ABONNEMENT
00.000	C) 10-11 1000 C
8 mais: 80,00° soutien:100,00°	
soutien: 100,00F	□ soutien: 200,00° □
soutien: 100,00°	12 mais; 150,00° C 5outlien; 200,00° C 5outlien; 200,00° C 5outlien; 200,00° C 5outlien; 200,00° C 500,00°
soutien: 100,00°	Soutien: 200,00° C
Soutien: 100,00° Regionars per chique per Sorre dans les casos et Mã	Soutien: 200,00° C
squitien: 100,00° Regioners per chique per borns dans les casas es MA Note de raises social	Soutien: 200,00° C
soutien: 100,00° Regionars per chique per torns dans les cases et MA Note du talves sous Res ou (ex-dit	Soutien: 200,00° C

A ura-t-il fallu seulement quelques mois pour que le discours sur les «contraintes internationales de la crise», sur le «passage obligé» par l'austérité et par l'effort et sur l'exaltation de l'esprit d'entreprise, devienne le leitmotiv sans vergogne du chef de l'Etat, éminent dirigeant du Parti socialiste? Et pour qu'il passe assez bien la rampe.

Il y a un an à peine, un certain souffle soulevait encore les propos de François Mitterrand; il y avait référence à «l'espoir ouvert par le 10 mai», il y avait un « parti pris de gauche », identifié souvent à prise de parti pour les travailleurs. Aujourd'hui, il nous livre la «vote médiane qui permette de restituer l'harmonie au corps social français» en lieu et place de la lutte de classes. A prendre pour « priorité » et moteur du redressement « l'entreprise ». François Mitterrand en déforme sa réalité concrète pourtant incontournable : d'un côté, ceux qui la possèdent ou la dirigent et qui font les choix économiques et sociaux, obéissant aux lois du système - recherche du profit maximum et concurrence - ; de l'autre, ceux qui produisent, les travailleurs, véritables moteurs de la production et du développement. Eux seuls sont la source du redressement et du renouveau et c'est aux autres que le président de la République fait des courbettes et donne des garanties! Deux ans à peine de pratique gouvernementale dans l'Etat capitaliste auront-ils suffi pour qu'un « gouvernement de gauche », que des hommes et des femmes, se réclamant des travailleurs, du pouvoir aux travailleurs et du socialisme, changent à ce point leur langage? Reste sculement exprimée l'exigence de «justice sociale», vieille formule vidée de tout sens par les hommes de gouvernement de droite qui, pendant 30 à 40 ans, en usèrent et abusèrent pour couvrir la perpétuation de leur domination de classe. Et ce ne sont pas les mesures de « justice», si positives soient-elles, et elles le sont, en faveur des handicapés ou des familles, qui règlent le problème de fond, celui du pouvoir aux travailleurs. Pas plus que les lois Auroux, dont F. Mitterrand dit lui-même qu'elles «ne sont pas plus avancées que les lois allemandes ou suédoises».

Alors? Quoi qu'en dise François Mitterrand aujourd'hui, l'expérience ouvrière et populaire reste inchangée, y compris ces mois de 1982, où les travailleurs se sont battus, chez Citroën, à Nantes, dans les Ardennes, dans des boîtes moyennes ou petites : seul un rapport de forces avec le capital permet d'arracher quelques succès et mieux-être et non la «voie médiane» du consensus de classes. En 1983, seules ces actions de classe démultipliées et coordonnées pourraient permettre de faire barre à l'offensive du capital, à la baisse du pouvoir d'achat, aux

Crise oblige à l'austérité, nous dit-on. Les retards technologiques français, l'agressivité japonaise, l'attaque du dollar ont bon dos. Et si cela pèse en effet, pourquoi ne pas le prendre véritablement au mot et au sérieux? Y aller carrément : contrôler directement les changes, limiter la convertibilité du franc en dollar, taxer les exportations de capitaux et la spéculation et dans le même temps inaugurer une politique audacieuse d'accords économiques, sur un pied d'égalité, avec le Tiers Monde? Telles sont certaines propositions économiques concrètes qui accompagnent notre refus de l'austérité. Il est une urgente nécessité de la vie quotidienne de millions et de millions de travailleurs; il est d'une urgente nécessité aussi pour qu'ils puissent faire front au retour de la droite aux affaires gouvernementales.

1983 devrait manifester la profondeur de ce refus qui exige pour s'exprimer en actes positifs des rangs serrés, l'organisation, l'unité ouvrière et populaire. L'aggravation de la vie de chaque jour, le chômage qui dure, le licenciement qui menace, un avenir sans avenir quand on a 18 ans, conduisent au repli sur soi, aux solutions individuelles, à l'isolement. Le discours sur la crise provoque le fatalisme. Les espoirs déçus et l'amertume d'après 10 mai multiplient les abandons. Tout cela est vrai. Mais tout cela n'aura qu'un temps. 1983 sera-t-elle l'année où l'on se secoue d'une certaine torpeur résignée et où l'on dépasse les critiques orales si vengeresses soient-elles par une action ferme, consciente et résolue, dans une unité qui surmonte les mauvaises rancœurs et les fausses querelles?

Actions contre le capital à démultiplier et à coordonner, refus de l'austérité, assorti de mesures positives et audacieuses, dans l'unité peu à peu construite par l'action, tels sont non seulement nos vœux mais aussi les axes qui guideront nos actions en 1983. Une autre préoccupation tout aussi importante nous est commune avec tous : la défense de la paix. François Mitterrand vient de réaffirmer l'indépendance de la défense française, hors des marchandages des deux grands. Cela est positif. Mais là encore, l'action consciente et concertée de tous contre les menaces de guerre provoquées par la rivalité des deux superpuissances, associée à l'action anti-impérialiste des peuples du Tiers Monde est la vraie garantie de la paix mondiale.

Camille GRANOT

EDITORIAL



1983

plus ou moins bonnes

Depuis le début de l'année 82,

Michel JEAN

DES 39 HEURES AUX CANTONALES

ce sur les 39 heures et la cin- gie à la situation nouvelle. quième semaine. Petit pas mais image du changement. Affrontements de classe ":" Gattaz pleurniche à l'Elysée, les patrons durcissent le ton. De nombreuses luttes locales, dans tout le pays, maniter leurs acquis.

16 janvier. Le Conseil constitutionnel fait payer plus cher les nationalisations; la droite montre son visage antiouvrier : commando d'Isiany et mort d'André Medjir. ouvrier gréviste à Clichy (février).

Début février. A Saint-Ouen. XXIVe Congrès du PCF, qui

13 janvier. C'est l'ordonnan- s'efforce d'adapter sa straté-

Janvier, février, mars. Mise en chantier des grands proiets gouvernementaux : statut de la Corse, politique de la recherche et de la technofestent la volonté des travail- logie, nationalisations (28 leurs de ne pas voir grigno- janvier), élaboration des lois Auroux.

> 14-21 mars. Les résultats des cantonales manifestent la déception populaire, un an après le 10 mai. Sans gagner des voix dans l'absolu, la droite gagne des sièges et reprend du poil de la bête. Elle s'efforce de capitaliser le mécontentement paysan (manifestation des agriculteurs à Paris).

MISE EN PLACE DE L'AUSTERITE

Juillet-août. La « nouvelle phase d'action se met en place » ; léger remaniement ministériel : Dreyfus s'en va, J.P. Chevènement associe technologie et industrie; P. Bérégovoy monte au créneau pour assainir la Sécurité sociale.

8 août. Les Corses élisent leur Assemblée régionale.

Septembre. C'est la centrée politique. « Faillite », « décus du socialisme», «charlots»: la droite intensifie sa pression; VGE reparaît pour le énième fois, Barre barrit. Le PCF, par son Bureau politique et à la Fête de l'Humanité appelle à « s'engager dans la bataille de la production nationale » ; le Comité directeur du PS appelle à «soutenir l'action économique du gouvernament».

5 septembre. Pierre Mauroy donne le ton sur le pouvoir d'achat : pas d'indexation des salaires sur les prix, renégociation des salaires pour 82, pas de rattrapage avant fin 83. Les sidérurgistes refusent la fatalité de la crise : opération « ville morte » à Pompey, manifestations dans l'Est.

27 septembre. Rencontre au sommet CGT-CFDT : sans suite, tandis que 10 000 petits patrons manifestent derrière le SNPMI (13/9) et que diverses professions libérales et de santé organisent des « journées d'action » (30/9).

BLOCAGE DES PRIX ET DES SALAIRES

mi-avril. Polémique Defferre-Badinter sur les contrôles d'identité et hésitations à abroger la loi «Sécurité et liberté».

24 avril. La droite a voulu faire une revue de troupes à l'occasion du rassemblement sur l'école libre. Quelques semaines plus tard, le Centenaire de l'école faigue est célébré massivement au Bourget.

Mai. Le mois s'inaugure dans la morosité avec des cortèges syndicaux séparés, mais une fleur émerge, avec la lutte des travailleurs de Citroen.

16 mai, Pierre Mauroy annonce des « mesures d'allègement des charges des entreprises », tandis que l'Assemblée planche sur le premier volet de la loi Auroux, la foi Quilliot (votée le 10 juin) et l'audiovisuel (votée le 13 mai).

25-29 mai. 39 « Congrès de la CFDT à Metz : nouvelles solidarités, partage du travail et des revenus.

Mi-juin. Coup de grâce pour l'état de grâce : dévaluation du franc, blocage des prix et des salaires.

13 juin. A Lille, 41e Congrès de la CGT : « réussir le changement avec la CGT, tout dépend de vous »; l'austérité est critiquée.

UN TRIMESTRE DUR POUR LES TRAVAILLEURS

La politique dite de "rigueur" Préparatifs pour les municifait sentir ses effets:

- patrons toujours aussi ofdu SNPMI à Ovonnax...). -travailleurs plus démunis

poids du financement de la droite. Sécurité sociale, baisse du pouvoir d'achat pour 82.

recul de la CGT, une stagnation de la CFDT et de FO. une progression de la CGC chez les travailleurs, tandis que la percée SNPMI fait chuter la quasi-hégémonie du CNPF-CGPME.

pales 83. Tandis que les partis de droite serrent les coufensifs (UNEDIC, états géné des, le Parti socialiste fait raux de Villepinte en décem- souvent preuve d'une attibre) ou agressifs (violences tude d'hégémonie préjudiciable à l'efficacité de l'ensemble de toutes les compoet désorientés : diminution santes du mouvement oudes prestations châmage, vrier et populaire face à la

8 décembre. Les élections. A noter en ce dernier triprud'homales marquent un mestre la réintégration dans le cadre de réserve des officiers factieux et putchistes de la guerre d'Algérie, malgré une vive opposition au sein du mouvement populaire, y compris au sein du Parti socialiste.

FRANCE, «TERRE D'ASILE»

plus de 46 000 étrangers ont été refoulés à nos frontières. Serait-ce un hasard : plus de la moitié (26 570) des refoulés sont originaires des pays du Maghreb: 17 292 Algériens, 4903 Tunisiens, 4375 Marocains. Ceux qui « viennent manger le pain des Français», quoi! et en plus responsables de l'insécurité et du chômage, ou vice-versa... ce qui aggrave leur cas.

Des formalités de plus en plus tatillonnes accueillent ces hommes à leur arrivée sur le sol national (quand ce n'est pas au départ de leur pays) : entre autres, certificat d'hébergement visé par le maire de la commune où réside la famille d'accueil, une somme conséquente, etc.

Formalités arbitraires s'il en fut. Le maire peut, comme il l'entend, refuser d'officialiser le certificat d'hébergement. Et il y en a qui ne s'en privent pas. De plus, un certificat, même dûment visé, peut très bien être jugé non-valable par la polica de l'air... un pau à la tête du client, comme l'a montré dernièrement une enquête de TF1 sur le terrain. Lutte contre le terrorisme, me direz-vous... Faut bien des contrôles sévères pour les ampêcher d'entrar? Vous avez déià vu un terroriste,

un pro., se présenter aux frontières sans papiers dument visés? Ces modalités constituent, pour ce qui concerne les Algériens,

une remise en cause des accords du 27 décembre 1968 stipulant qu'ils « (...) sont admis, sans formalité, à résider sur le territoire français, pour un séjour ne dépassant pas trois mois, sur simple présentation d'un passeport... II Mais qu'importent les accords, l'administration fait régner

sa propre loi. Suite à la visite du président algérien Chadli, des émissaires français se sont rendus à Alger pour étudier le problème. Sera-ce suffisant pour que l'arbitraire cesse si des mesures conséquentes

(telle, par exemple, la suppres-

GA S'EST PASSE

sion du certificat d'hébergement qui est une entrave à la libre circulation des hommes) ne sont pas prises?

LAISSEZ-LES VIVRE

Le 14 décembre, à Villepinte, sémillante petite cité fleurie de la région parisienne. se tenaient les Assises du CNPF Dans le calme et la sérénité -avec un zeste de liquide lacrymal - les chefs d'entreprise ont voulu montrer leur ouverture d'esprit, leur grandeur et leur désintéressement... en même temps que leur force, après des prud'homales qui ont vu l'émergence des durs du SNPMI.

Le leitmotiv seriné depuis des mois, et pas toujours en vain, par Gattaz, servait de fil rouge à nombre d'interventions. « Allégez les charges des entreprises », « ne laissez pas les syndicats prendre le pouvoir dans l'entreprise », « laissez-nous vivre / ». C'était d'un poignant On vit même l'ex-P-dg de LMT (Vierzon) s'écrouler en sanglots en racontant la tragique fin de son entreprise, tombée aux mains de la populace laborieuse qui (Ciel !) ... en a fait une coopérative ouvrière de production. « Un processus de déniarement de notre autorité et de spoliation des chefs d'entreprise est en cours » éructa-t-il en essuvant ses beaux yeux dans un mouchoir de batiste. Le sauveur des causes perdues, le Saint-Bernard des antennes, Pierre Bellemare lui-même avait été mandé. « // y a sûrement quelque chose à faire ». Et Gattaz de sortir de son chapsau huit propositions pour sauver « l'entreprise française en péril». La lutte des classes ne passera pas l Du pain sur la planche en perspective pour Brigitte Bardot, si Notre-Dame des bébés phoques daigne se pencher sur ce cas douloureux...

DERRIERE LES HAUTS MURS

Le 22 février 1974. Patrick Mirval, un Antillais de 20 ans, mourait derrière les hauts murs de Fleury-Mérogis. Emprisonné pour un vol. présumé, de 57,00 F (!!!), il avait réagi avec une colère bien compréhensible à l'annonce d'un refus de mise en liberté. Rébellion : mitard.... La justice est implacable avec les grands criminels. Pendant son transfert au « cachot », encadré par cinq matons, Patrick Mirval se « suicidait ». C'est, du moins, la version que donna l'administration pénitenciaire à l'époque. L'autopsie révélait des ecchymoses et des lésions traumatigues. Une instruction était ouverte et aboutissait, par la magie des expertises et des contre-expertises, des pièces que des petits fonctionnaires besogneux fabriquent dans leurs bureaux poussiéreux, à un non-lieu Ni vu, ni connu... J't'embrouille Mirval s'était suicidé, sans

Pour certains le dossier était clos; pour sa famille, épaulée par un comité de soutien, la lutte pour la réouverture du dossier commencait. Un septennat giscardien passa...: s'ouvrit celui de François Mitterrand, celui de l'espoir. Mme Mirval écrivit, en janvier 1982, au président de la République pour que la lumière soit faite sur la mort de son fils et que justice soit faite. La Chancellerie fut saisie et la réponse vint : en l'absence d'éléments nouveaux. les autorités judiciaires ne peuvent prendre l'initiative de la réouverture du dossier. Vous avez dit « changement »? Le 2 mai 1981, à la prison de Nantes, un autre détenu. G. Onno, se suicidait par pendaison après s'être roué de coups...

A l'heure où l'on parle d'humaniser les prisons, de peines de substitution et de transparence de la justice. il est légitime de demander toute la clarté sur ces deux affaires... Ou alors, caux qui, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, se payent « la tête des autres » continueront à bafouer le droit.

Pour en savoir plus : « l'Affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime » (La France sauvage)

et la peine des petits patrons.

On fait du social, rien que du so-

LES TEMPS NOUVEAUX

doute en se jetant sur les matra-

ques plombées des matons?

En ce mois de décembre, où la liturgie se mêle étroitement aux libations, il n'est pas étonnant que le discours prononcé par Bernasconi lors de l'Assemblée générale de la CGPME, ait été empreint d'un petit air de piété... Rondouillard et lyrique, l'archevêque des petits patrons, après avoir rappelé les valeurs, tant décriées, raillées, abaissées, bafouées auxquelles les chefs des PME croient, rendit hommage aux «hommes de bonne volonté et de courage... ceux qui, le plus souvent, se battent à mains nues : les travailleurs indépendants, à leur compte, les PME de notre Dave # Mais voil à, le XX e siècle finissant n'a que mépris pour la sueur

cial : résultat : les hommes sont déresponsabilisés et soumis. Le collectivisme est à nos portes. « Après la Bible, l'Evangile, le Coran, un livre nouveau est en train de s'écrire... édictant de nouveaux idéaux, » « Des temps nouveaux s'annoncent ». Peut-être un monde où l'exploi-

tation de l'homme par l'homme aurait disparu? Où les vrais producteurs des richesses, les travailleurs, auraient le pouvoir? De quoi choper des sueurs froides quand on s'appelle Bernasconi... Vade retro Satana I

A part ca, l'équipe qui réalise Travailleurs vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 83.

Claude DHALLUIN

LES CHARGES DES ENTREPRISES

LE BLUFF DU CNPF

D epuis le 10 mai 1981, le CNPF multiplie plaintes et lamentations sur l'augmentation des charges sociales due aux réformes mises en œu- prendre en compte les nombreuses mevre par le nouveau gouvernement Cette augmentation mettrait en péril la compétitivité des entreprises françaises sur les différents marchés serait-la cause de l'important déficit du commerce extérieur, empêcherait les entreprises d'investir et expliquerait l'augmentation du chômage. Récemment. le CNPF a chiffré à cent milliards de francs ces charges supplémentaires pour 1982. Qu'en est-il en fait?

LE TRUOUAGE

Sur les 100 milliards avancés par le CNPF, 45 correspondraient aux augmentations de dépenses salariales entraînées par l'abaissement de la durée légale du travail à 39 heures et par l'instauration de la cinquième semaine de congés payés. Le chiffre avancé par le CNPF correspond aux salaires et charges d'environ 400 000 salariés supplémentaires qui auraient été embauchés pour faire face à la réduction de la durée du travail. Comme si les entreprises avaient embauché, alors qu'elles ont compensé pour l'essentiel la diminution de la durée du travail par l'augmentation de l'intensité du travail, de la productivité. Les chiffres du chômage en témoignent, réduisant à pas grand chose les charges supplémentaires entraînées par ces deux mesures sociales.

Les autres chiffres avancés par le CNPF se dégonflent comme une baudruche, de la même façon. C'est ainsi que les conséquences des lois sur les droits des travailleurs sont estimées à 20 milliards de francs, soit 1,5% de la masse salariale totale, alors qu'elles n'entraînent quasiment aucune dépense nouvelle de la part des entreprises. La taxe professionnelle est indiquée en hausse de 9 milliards pour 1982 alors que le gouvernement a décidé en avril de l'allèger de 10% ce qui représente une diminution de 5 milliards. La majoration des cotisations UNEDIC est comptée pour 7,2 milliards, alors que le gouvernement a pris en même temps une série de mesures fiscales ou concernant les intérêts des emprunts des entreprises compensant totalement le versement supplémentaire.

C'est de bluff qu'il faut parler à propos des chiffres avancés par le CNPF, d'autant qu'il « oublie» de sures prises par le gouvernement ces derniers mois pour aider les entreprises. C'est ainsi que la prise en charge par l'Etat de 50% des cotisations patronales sur les salaires inférieurs à 3 400Frs décidée dès le 3 juin 1981, correspond à une subvention de 10 milliards versée aux entreprises et que le transfert progressif du financement des allocations familiales des entreprises aux impôts (sur le revenu ou la consommation) entraînera une réduction des charges des entreprises de 25 milliards en 1983 et de 100 milliards en 1988.

Si l'on procédait à un bilan global des dépenses supplémentaires des entreprises depuis 18 mois et des aides. subventions, exonérations d'impôts qui leur ont été successivement accordées, on aboutirait à un solde positif pour les entreprises et non aux chiffres avancés par le CNPF.

OBTENIR AIDES ET SURVENTIONS POUR LE GRAND CAPITAL

Déjà les chiffres officiels pour l'année 1981 indiquaient que la masse des salaires avait augmenté de 12.8%, les charges sociales des entreprises de 12.7%, alors que les prix augmentaient de 13,3%. Et l'on s'attend à ce que pour 1982 l'augmentation totale des salaires et charges ait été inférieure de 0.5% à l'augmentation des prix. Bien loin de supporter des charges de plus en plus lourdes, les entreprises bénéficient de transferts en provenance de la poche des travailleurs.

Chaque année une banque allemande, la « Dresdner Bank» publie l'étude comparative des coûts salariaux (salaires et charges) dans les différents pays capitalistes. Entre 81 et 82, les coûts ont augmenté moins vite en France qu'aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne. A la fin du premier semestre 1982, les coûts salariaux par unité produite étaient en France supérieurs de 3% aux coûts japonais, mais inférieurs de 10% à ceux de la Grande-Bretagne, de 12% à ceux de l'Allemagne, de 17% à ceux des Etats-Unis.

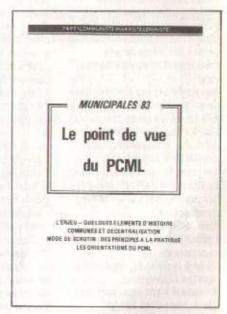
En fait, les plaintes et lamentations des dirigeants du CNPF visent avant tout à obtenir de nouvelles aides et

subventions du gouvernement. Ce harcèlement, on l'a vu, a d'ailleurs porté ses fruits, puisque le patronat a bénéficié, au fil des mois, de cadeaux de plus en plus importants. Au lendemain des élections cantonales de mars 82. c'était 20 milliards qui lui étaient transférés. Le blocage des salaires et des prix de juillet à octobre a profité aux entreprises et le déblocage s'est accompagné de nouvelles mesures en faveur du patronat

Justifiées par la nécessité de développer les investissements, les aides et subventions décidées par le gouvernement vont bien dans les poches du capital, mais les investissements continuent de diminuer. Alors qu'en 1975 les entreprises investissaient 60% de leur profit total, cette part est tombée à 52% en 1980 et sans doute 51% en

Telles sont les conséquences de la politique gouvernementale actuelle qui cherche à concilier les intérêts des travailleurs et ceux du capital, mais qui dans les faits s'en prend aux conditions de vie de la classe ouvrière et des masses populaires et profite aux forces du grand capital et à la perpétuation du système capitaliste en crise.

Pierre BAUBY



5,00 F + 2,90 F (port) commandes: Presse d'Aujourd'hui

Une délégation du PCML (J.Jurquet, P.Bauby, A. Castan) de retour de Chine

A l'initiative du Comité central du Parti communiste chinois, une délégation du Comité central du PCML, composée de Jacques Jurquet, Pierre Bauby, membres du Secrétariat politique, et d'Alain Castan, membre du Bureau politique, a séjourné en Chine du 23 décembre au 1er janvier.

Cette délégation, qui se situe dans le cadre des relations de parti à parti qu'entretiennent le PCML et le PCC depuis 1964, est intervenue à un moment particulièrement important : le PCC a tenu son XIII Congrès en septembre et l'Assemblée populaire nationale vient d'adopter la nouvelle Constitution et le rapport sur le VIP Plan (1981-1985); sur le plan international les événements de ces derniers mois ont montré une nouvelle aggravation de la situation internationale, alors même que viennent de reprendre des négociations entre la Chine et l'URSS.

La délégation du PCML a rencontré et a eu des entretiens avec Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, Qiao Shi, membre suppléant du Secrétariat et chef du département des Relations internationales, Qian Liran, chef adjoint de ce département, Wang Linjen, chef adjoint de la Section Europe, Ji Pengfei et Feng Xuan, membre de la Commission centrale de l'Institut de recherches économiques relevant de la Commission du Plan. La délégation s'est rendue à Xian. Elle a visité l'usine de tubes de télévision du Sheanxi et la complexe sidérurgique de Pékin.

Les différents entretiens se sont déroulés dans une atmosphère de grande franchise, d'ouverture d'esprit et de fraternité militante. Nous tentons de résumer ici les principaux éléments qui ressortent de ces entretiens d'une durée de près de 20 heures.



La délégation du PCML a rencontré Hu Yaobang, le 31 décembre. Lors de cet entretien, le secrétaire général du Parti communiste chinois a notamment déclaré : « Le PCC souhaite établir et développer les relations avec les partis ouvriers et les autres partis politiques français. Ces relations sont établies conformément aux principes d'indépendance, d'autonomie, de complète égalité, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires d'autrui.» Hu Yaobang a «apprécié les efforts que le PCML avait consentis pendant de longues années pour promouvoir la compréhension et l'amitié entre les peuples chinois et français».

(Agence Chine Nouvelle -31 décembre 1982)

O n ne le dira jamais assez : on ne peut comprendre et appréd'hui en Chine qu'en référence à la situation concrète, celle d'un pays du Tiers Monde, en voie de développement, aux forces productives encore arriérées. Si les progrès accomplis depuis l'instauration de la République populaire de Chine sont considérables dans tous les domaines, ils ont été entravés par un quasi-doublement de la population. Il suffit, pour se convaincre de cette situation, de se promener -comme nous l'avons fait- dans les petites rues ou au milieu de villages éloignés des grands axes dans la plaine de la province du Shaanxi, pourtant relativement au-dessus de la moyenne.

C'est en prenant pleinement en considération cette situation objective. tout comme en dressant le bilan des expériences acquises depuis plus de 30 ans en Chine, et au-delà en URSS, que le PCC met en œuvre, depuis fin 1978 et plus encore depuis son XIIe Congrès, ce qu'il qualifie de tournant historique.

La tâche que s'assigne le PCC est d'édifier à la fois une civilisation matérielle et ce qu'il appelle une civilisation spirituelle.

OUADRUPLER LA PRODUCTION POUR SATISFAIRE LES BESOINS

Dans le domaine économique, il s'agit d'en revenir aux lois objectives du développement du socialisme : nécessaire correspondance entre niveau des forces productives et rapports de production; satisfaction des besoins matériels et culturels de l'ensemble du peuple comme but; développement harmonieux et proportionné de l'économie. Sur cette base, et en prenant en compte la Chine telle qu'elle est, le PCC a fixé l'objectif de quadrupler la production industrielle et agricole entre 1980 et 2000 (ce qui correspond à une croissance movenne de 7,2% par an), afin d'améliorer les conditions de vie de la population.

suite page 21



DANS LA SARTHE. que nos camarades à la défense

e mercredi 15 décembre, les décisions de la direction du PS et son choix des villes où ce dernier engagera des «primaires» face au maire sortant PC ne sont pas encore connus. Le Mans est un des cas concernés.

AU MANS

On sait dans quel sens a tranché depuis le comité directeur du PS, ce qui n'est d'ailleurs pas du tout du goût des socialistes locaux, au point que l'affaire pourrait ne pas être vraiment réglée

Nos camarades du Mans avaient fait savoir, début novembre, par voie de presse que selon eux le maire actuel Robert Jarry est le plus qualifié pour mener la liste d'union de la gauche. Appréciant comme positif le bilan de la municipalité (malgré des insuffisances sur la démocratie dans la ville. l'attitude envers les immigrés...), ils estimaient qu'avec M. Boulard, le candidat du PS à la tête de liste, les dangers de ce des problèmes des habitants et la concessions excessives à la droite, de compétence sur diverses questions détournement de la défense des intérêts des plus démunis étaient à craindre. Face à une droite qui, avec le sénateur Chaumont, cherche à reprendre le pouvoir au sein de la municipalité, il faut une union large, sans exclusive ni sectarisme, et un programme d'action renforcé dans le sens du développement de la vie associative et de la démocratie dans la ville.

A ALLONNES

Mais c'est à Allonnes, deuxième ville du département, toute proche du Mans et d'ailleurs intégrée à sa communauté urbaine, que notre parti propose sa participation à la liste que dirigera sans conteste l'actuel et populaire maire, M. Yvon Luby, membre du PCF.

ALLONNES, CITÉ POPULAIRE

15,600 habitants (nombre à peu près stable depuis 1976), dont la moitié en HLM, le resto en lotissements (comme les 400 « chalandonnettes » du guartier des Hautes Métaicies. dont les habitants ont presque tous transité par les HLM) :

Allonnes fait figure de cité-dortoir, avec ses habitations poussées comme autant de champignors autour du vieux bourg.

Un fait, Allonnes ne compte que deux petites usines (employant une centaine de personnes), un höpital psychiatrique et un höpital pour vieillards. Les habitants d'Allonnes trevaillant en fait à Renault (l'usine est toute proche), dans les entreprises du bâtiment ou de services (transports, par exemple) et autres industries de la région du Mans : usine Yoplait voluins, la Fonderie de Sainte-Jamme (de la Société générale de fonderie, aujourd'hui en plaine restructuration) dont les 640 amplois sont d'ailleurs manacés, ce qui concerne en particulier de nombreux travailleurs marocains habitant Allonnes.

Si l'amploi reste stable à Renault, si Carrière & Foucher (qui fabrique des wagons) est ou moins provisoirement sauvé par le merché avec l'Algérie, Heulin, principale entreprise du bâtiment de la région a fortement licencié à la fin de l'été... La situation de l'emploi est très mauvaise pour Allonnes qui compte 1 200 inscrits au chômage soit 17,14% de la population active, en majorité des jeunes (et pas d'antenne ANPE...).

A noter que la présence massive de familles immigrées (qui occupent 10% des logements HLM ou SNCL d'Allonnes) concentrées surtout dans le quartier de Chaqué, ne pose aucun problème de cohabitation.

Nos camarades veulent mettre au service de la population la connaissanqu'ils ont acquises par leur activité de longue date, en particulier au sein de l'Amicale des locataires, et qui bien entendu peuvent être utiles à une municipalité soucieuse des intérêts popu-

Mercredi : les enfants n'ont pas école. Ceux de Jean et Marie-Claude Planchet, dans leur HLM du quartier de Chaoué, s'emploient à cacher dans leurs dessins des instruments de musique : le concours d'Ouest-France, que nul ici ne peut ignorer, fait école.

Pour Jean, instituteur, la journée aura été bien remplie : représentant la CNL le matin, face aux organisations de propriétaires et d'agents immobiliers, sur Radio-Progress, à propos de

taires l'après-midi, pour une formation d'animateurs de Culture et Liberté...

Marie-Claude, elle, ne pourra guère s'éloigner du téléphone, lors de notre discussion entrecoupée d'appels : présidente de l'Amicale des locataires. membre des conseils d'administration des HLM et de la SNCL (qui gèrent les logements de plus de 2000 familles d'Allonnes), elle est très sollicitée comme tous les jours à ces heures-là, en une période où semble se manifester un certain regain de mobilisation perceptible dans la CNL au niveau du département.

LE ROLE DE L'AMICALE DES LOCATAIRES

Cette Amicale des locataires d'Allonnes, créée en 1962 lorsqu'ont poussé les HLM qui ont bien vite fait passer de 900 à plusieurs milliers (15 600 la loi Quilliot; sur les droits des loca- aujourd'hui) le nombre d'habitants de

c'est à Allonnes et à Aubigné-Racan veulent apporter leur contribution des intérêts populaires

la ville, était tombée en sommeil à la fin des années 60. Jean et Marie-Claude l'ont relancée. En 1973, une première assemblée générale regroupe beaucoup de monde : les problèmes ne manquent pas! Aujourd'hui, 300 familles y adhérent; une vingtaine de délégués très divers, très représentatifs d'Allonnes, en constituent le conseil. En près de 10 ans, elle a bien établi son audience, sa représentativité, sans jamais cacher ce qu'elle pense, en toute indépendance. En fait, c'est la seule organisation de type social des Allonnais.

Son rôle n'a pas été négligeable dans la défaite en 1977 de l'ancienne municipalité «apolitique» dont l'Amicale avait vigoureusement dénoncé les incompétences, et dans la victoire de l'union de la gauche, qu'elle ne s'est pas pour autant privée de critiquer au sujet, par exemple, des commissions extra-municipales ouvertes aux associations qui ne se sont réunies que la première année.

ETRE ATTENTIF A OUELOUES POINTS

-Participation réelle des habitants à la vie locale, aux décisions qui les concernent, ce qui suppose volonté d'écouter leurs avis et d'en tenir comp-

-Responsabiliser les gens (et non les assister), refuser une pratique électoraliste du clientélisme;

- Réelle démocratie dans le fonctionnement du conseil municipal et de la communauté urbaine.

Tels seraient d'ailleurs les points sur lesquels nos camarades, participant à la municipalité, seraient particulièrement attentifs.

Ils étaient d'ailleurs inclus dans le programme de la liste de l'union de la gauche en 1977, mais ont été plus ou moins mis en œuvre par la suite, le bi-

lan étant car ailleurs largement positif. Marie-Claude qui a depuis longtemps

pris l'habitude de faire le public des réunions du conseil municipal sait de quoi elle parle.

ASSOCIER TOUTES LES COMPOSANTES

A Allonnes, une défaite du maire actuel est exclue. La droite ne s'v manifeste d'ailleurs pas. François Mitterrand fait 66,98% à Allonnes en 1974, 2% de plus en 1981; aux législatives, en 1978 comme en 1981, PC + PS font largement plus de 60% dont plus de 45% à Luby qui a rassemblé sur son nom plus de 60% des voix aux dernières cantonales.

Le conseil va passer de 27 à 33 membres et comportera, compte tenu du nouveau mode de scrutin, quelques éléments de la liste d'opposition.

Le PS, de son côté, demande l'accroissement de sa présence sur la liste du maire sortant, en fait pratiquement la parité avec le PC. Ambition qu'un récent tract du PS fait apparaître com-

me quelque peu démesurée : c'est un véritable appel à candidatures qui témoigne pour le moins d'un certain manque de bras...

C'est en fonction de leurs forces, de leur présence sur le terrain, des compétences acquises, que nos camarades estiment quant à eux pouvoir fournir deux conseillers à la future municipalité : Marie-Claude, présidente de l'Amicale des locataires, et André, un ami proche de notre parti, membre du Conseil d'administration du Centre socio-culturel d'Allonnes qui est pratiquement le seul lieu d'animation culturelle de la ville.

La proposition en a été faite à M. Luby qui a rencontré, à titre personnel, une délégation de notre cellule d'Allonnes, laquelle avait adressé auparavant une demande de rencontre à la section du PCF de la ville.

On peut espérer que les discussions entre les diverses composantes de la gauche, du mouvement ouvrier, se concluront dans le meilleur sens des intérêts populaires et de leur représentation la plus large au futur conseil municipal.

AUBIGNE-RACAN

un bourg de moins en moins agricole de la campagne sarthoise

vec sa gare, à moins de 40 ki-A vec sa gare, a monto d'ailleurs chaque jour travailler une quinzaine de ses habitants, Aubigné-Racan n'est pas le bout du monde.

La ligne de chemin de fer y est sans doute pour beaucoup:

-on vient v prendre sa retraite : plus de 700 retraités sur les 2 000 habitants de la commune, le plus souvent en provenance de la région parisienne, souvent aussi sans attaches avec l'Aubigné d'aujourd'hui.

-des industries d'implantation ancienne s'y maintiennent, d'autres s'y sont installées et ne sont pas en voie de mettre la clé sous la porte : la papeterie Allard avec 80 ouvriers, la société Méral (petite métallurgie, serrurerie...) avec ses 120 salariés, deux entreprises de maçonnerie avec chacune 30 à 40 travailleurs... Avec en plus le camp militaire qui emploie 40 personnes, voilà une commune qui, pour être en



LES MUNICIPALES ET LE PGML

campagne, n'en est pas pour autant bien rurale : il n'y a d'ailleurs aujourd'hui que 17 paysans sur Aubigné.

Jusque dans les années 60-70. Aubigné-Racan avait connu, comme toutes les campagnes, un phénomène d'émigration qui semble bien s'inverser aujourd'hui. Tel, parti travailler à Paris. est revenu s'installer comme artisan menuisier, tel autre comme ambulan-

Voilà donc située, rapidement, cette commune où notre camarade Michel Papin, avec d'autres hommes de gauche, prépare la liste qui affrontera aux prochaines municipales l'actuel maire, M. Hérin, en place depuis 12 ans, conseiller général, «apolitique» bien sûr, qui a perdu tout de même 18% de voix aux dernières élections cantonales. Autant dire que jamais les chances n'ont été meilleures pour la gauche de le battre cette fois, sans pour autant que les jeux soient faits, loin de là!

UNE ATTENTE DES GENS QUI S'AFFIRMENT

Certes la mairie d'Aubigné-Racan n'est pas un enjeu considérable.

Pourtant, ce que l'on vient d'en dire est assez représentatif des évolutions des dernières décennies qui ont vu l'industrie se décentraliser et investir les campagnes. Un mouvement qui se poursuit et continuera encore. venu ici se greffer sur une vieille couche ouvrière, ouvrant sur des transformations profondes.

A Aubigné-Racan, des gens sont en attente de telles transformations. Ainsi, « on sent un courant anti-Hérin » , dit Michel Papin. A lui, aux autres qui sous l'étiquette d'autres partis de gauche, ont affronté le maire aux cantonales ou qui sont connus comme militants politiques de gauche, on demandait souvent ces temps-ci : « Ou'est-ce que vous faites?»

Ça bouge... D'ailleurs, des gens osent s'affirmer. Lorsque Hérin, démarrant sa campagne électorale, a invité le sous-préfet à visiter les réalisations d'Aubigné, le passage à Méral a été marqué par un débrayage et une bonne trentaine d'ouvriers sont sortis pour rencontrer le sous-préfet. La CGT, seul

un an et demi, avait appelé le matin à cette action.

De plus pour faire sa liste, le maire doit trouver cette année une douzaine de noms (départs, décrochages...) sur les 19 nécessaires, « Ca le met plus à égalité avec nous » dit Michel.

Dans un premier temps, il y a eu réunion à quatre : Michel, un proche du PCF (qui ayant eu jusqu'à trois cellules à Aubigné, n'y est pratiquement plus organisé aujourd'hui, mais y conserve des adhérents ou des proches, par adhésion antérieure ou par antécédent familial), deux militants du PS (qui a une section sur la commu-

On a établi une liste des gens « se situant à gauche par leur activité» et à contacter: ouvriers, syndicalistes, instituteurs, etc. On s'est réparti la tournée. Objectif : une réunion « pour faire une liste pour changer la municipalité». autres;

syndicat de la boîte, constituée il y a des enquêtes pour savoir ce que pense la population;

-créer un lieu de réunion facile pour les associations, syndicats, etc. actuellement, il faut être copain avec le maire, ou louer la salle des fêtes : 700,00F!). Un genre de Maison du peuple...

faire un travail d'équipe au conseil, en faire un lieu de formation:

-offrir aux jeunes une possibilité de s'exprimer, de créer une maison à eux, par exemple...

-travailler avec les associations de parents d'élèves, sportives, etc.

-une gestion différente (dans les limites, étroites, des pouvoirs d'une commune) dans un sens plus social, et honnête, ce dont on peut douter actuellement : ainsi le maire, exploitant de carrière et exploitant agricole en même temps, n'avait pas déclaré 35ha. d'où des cotisations retombant sur les



l'arrive, ce jeudi 16 décembre, juste au lendemain de cette première réuun petit événement : « C'est la première fois en somme que les gens de gguche se réunissaient; certains ne se connaissaient pas entre eux.»

PREMIERS PRÉPARATIFS

Chacun avait beaucoup à dire sur les bonnes raisons de vouloir battre le maire actuel.

Il s'agissait bien de combattre une certaine politique et aussi d'en propo-

Les participants se sont mis d'accord sur des objectifs, sur le développement de la démocratie, la gestion, et aussi un comportement à l'égard des électeurs:

-modifier les relations conseil municipal-population : expliquer ce que fait le conseil, ce qu'il propose, faire

-à l'égard des électeurs, leur faire confiance, chercher à comprendre les nion d'une douzaine de ces personnes; raisons de désaccords quand il y en a, faire avancer leur connaissance (sur les rapports Etat-commune, ou d'autres questions), leur conscience, se considérer comme des animateurs mais bien exprimer que «si les gens veulent avoir une municipalité qui leur serve de point d'appui, il faut qu'ils s'y met-

Une conception qui sans doute tranche avec le type «notabilité». d'autant que les participants ont affirmé nettement leur volonté de se situer du côté des intérêts populaires, dans une commune où les contradictions de classe sont (plus que dans d'autres) marquées et sensibles.

Reste maintenant à développer et à concrétiser tout cela... et puis le verdict des urnes, avant de pouvoir le mettre en œuvre.

Gilles CARPENTIER



EMPLOI : Manifestation, devant le siège à Paris, des travailleurs de SGF (Société générale de fonderie) contre les 3 800 suppressions d'emploi envisagées (près du tiers des effectifs du groupe). On prévoit, par ailleurs, que dans la sidérurgie, les « dégraissages » dépasseront les 12 000 emplois, et les conditions proposées aux travailleurs notamment en matière de préretraite, sont largement inférieures à celles de 1979.

LA LOI DU SNPMI

« Eliane, 24 ans, morte silicosée » If y a exactement 5 ans notre bimensuel de l'époque consacrait une page à cette mort, quelques jours avant Noël, d'une jeune ouvrière de l'usine Leroy de Sin-le-Noble, « l'usine des cristaux de soude ». Un ouvrier était mort deux ans avant, peau brûlée, par de l'eau de Javel... Soude, silice, eau de Javel... Aujourd'hui, ça s'appelle les établissements Steppe, à Sin-le-Noble, et Guesmain, près de Douai : 50 salariés en tout. Qu'est-ce qui a changé? Le P-dg n'est plus Jacques Leroy, le père, qui avait fini par être condamné à 18 mois de prison dont six fermes... Il ne les a jamais faits, bien que le jugement ait été confirmé jusqu'à la Cour de cassation. Il est maintenant directeur commercial; à Eric, le fils, la direction. Toujours « patron hors-la-loi », sur les conditions de travail, les salaires (moyenne: 2800,00 F net par mois, heures supplémentaires comprises...). Au SNPMI et soutenu par lui... 22 ouvriers sont en grève, appuyés par l'UL-CGT, depuis début décembre parce que ca ne change pas. Mais c'est avec la CSL, le «syndicat» de la maison, que la direction prétend négocier le conflit en cours. CGT, grévistes, connaît pas... C'est en France, en 1982. Et ce

n'est pas unique, ni même rare.

DES PROCÉDÉS INADMISSIBLES CONTRE LA CGT

Avant les élections prud'homales, le Figaro-Magazine publiait une soi-disant circulaire de la CGT demandant à ses adhérents destinataires des renseignements sur des « militants de la droiten dont les listes de noms étaient sensées accompagner la lettre. Un faux grossier : la CGT en fournissait rapidement la preuve, produisant la circulaire réelle, émanant du service central des élections de la Confédération, dont les phrases, reprises, tronquées, transforméss, constituaient le prétendu document. La CGT a porté plainte. Le caractère frauduleux du document a été largement reconnu, ce qui n'empêche pas Michel Giraud, président RPR du Conseil général d'Ila-da-France, et ses amis, qui savent certainement fort bien à quoi s'en tenir sur ce faux, de continuer à en faire la promotion. Le 16 décembre dernier, la CGT informait en effet la presse qu'il continuait à circuler en région parisienne. Décidément, contre la CGT, certains ne reculent devant rien. même pas les procédés les plus Les pouvoirs publics se doivent de prendre les mesures nécessaires pour punir et empêcher de telles pratiques.

OBSTINES... ET VICTORIEUX

Il en a fallu des mois de bagarre

-blocage d'un avion, occupation, voire saccage de bureaux, occupation de la mairie, séquestration de directeurs pour que les licenciés de l'atelier diesel de Montoir-Sud d'Alsthom-Atlantique à Saint-Nazaire obtiennent, le 27 décembre, l'annulation de leurs licenciements et leur reclassement à Saint-Nazaire comme cela avait été le cas pour leurs 300 collègues d'atelier. Une bagarre appuyée par de nombreux débrayages et manifestations intersyndicales de milliers de salariés des chantiers d'Alsthom-Atlantique, des métallos de Saint-Nazaire. Ils n'étaient pourtant qu'à peine 60, et ca n'aurait pas dû poser tant de problèmes dans un ensemble aussi vaste (7 000 travailleurs) d'une entreprise nouvellement nationalisée, dont on annonçait d'ailleurs, le lendemain de leur réintégration, qu'elle reprenait les chantiers navels Dubigeon à Nantes... Voilà qui augure mal de l'avenir promis aux 1 700 travailleurs de Dubineon. Le changement, il faut vraiment

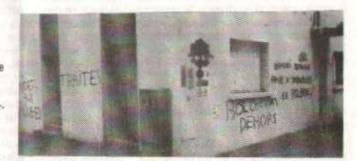
pousser pour que ca avance.

A LANGUEPIN (Saint-Denis -93)

Languepin, à l'avant-garde mon-

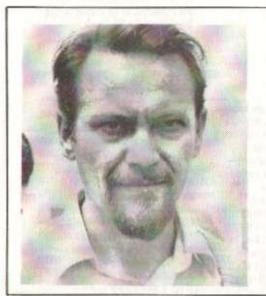
diale dans la soudure automobile (clients : Renault, Citroen, Mercédès, BMW, etc.) est menacée, et en même temps 350 emplois à St-Denis. 105 à Saumur. La société-mère. Carel & Fouché (partie de la CGIP, créée par de Wendel pour échapper à la nationalisation) trouve ses profits pas assez juteux et lui fabrique un bilan négatif depuis des années. Le 5 décembre, c'était le dépôt de bilan. « Il est inadmissible qu'une entreprise nouvellement nationalisée comme Thomson, passe commande, par l'intermédiaire d'une filiale, l'Unité Hermétique, de machines d'une valeur de sapt millions de francs en Italia, alors que Languapin était sur les rangs, et tout aussi compétitif. Il est inadmissible que Carel & Fouché coule 450 pars. alors qu'elle vient d'obtenir, dans le cadre des échanges entre la France et l'Algérie. un marché représentant deux milliards cing cent millions de francs pour le métro d'Alger et la rénovation des chemins de fer algériens, » C'est ce que nous a dit Maurice Amrein, délégué CGT, qui estime la responsabilité du gouvernement engagée. La CGT, dans cette usine parmi les plus syndicalisées de St-Denis, lutte, avec la CGC, contre la fermeture et demande que Languepin s'inscrive dans le plan machine-outil (elle est jusqu'à présent classée dans l'équipement).

Gilles CARPENTIER



Un exemple des méthodes d'action contre la CGT : l'Union locale de Poissy saccagée dans la nuit du 12 au 13 décembre et les traces laissées sur les murs par les auteurs.

Christian Bonin, secrétaire du comité d'entreprise, parle de la situation à Citroën-Aulnay



Christian Bonin, aujourd'hui secrétoire du CE, secrétaire du syndicat CGT-Citroen-Aulnay jusqu'à il y a deux mois, date à laquelle Akka Ghazi, militant révélé par la grève de mai-juin, l'a remplacé à ce poste.

Quand Citroen a transféré la production du quai de Javel (Peris) à l'usine neuve d'Aulney, en 1974, C. Bonin s'est battu pour y venir, car la direction avait déclaré que la CGT n'existerait pas à Aulnay.

Il fait partie de cette poignée de militants (deux délégués, six syndiqués en 741) qui ont tenu bon pendant des années face aux coups (C. Bonin s'est déjà retrouvé à l'hôpital après une distribution de tracts), aux pressions morales de toute sorte, et à l'isole-

au lendemain des élections de décembre dernier au CE (CGT: 60,7% des voix)

■ La CGT vient de gagner les élections au Comité d'entreprise à Aulnay. C'est la confirmation des élections des délégués du personnel en juin?

le crois que le résultat du vote des élections du Comité d'entreprise, c'est le résultat d'un vote libre et conscient. Parce que la direction et certains média pouvaient argumenter en disant que les élections de délégués du personnel qui se sont déroulées juste après le conflit, c'était le vote de la rébellion, un vote revanchard, à chaud, Là on voit que la CGT continue de progresser. Après un conflit comme nous avons vécu, on aurait pu s'attendre à une petite baisse.

Alors la CGT est majoritaire au CE. C'est quelque chose de nouveau, une grande victoire des travailleurs et qui, je crois, montre le chemin à toute la classe ouvrière en France. C'est dans un climat de confiance que les travailleurs ont pu voter, en connaissant parfaitement le programme de la CGT.

■ Tu parlais du climat des élections, climat de confiance. La direction dit : « climat de violence » ...

La direction dit «climat de violence» parce qu'essayer de diviser les travailleurs, c'est son intérêt, son jeu. Nous on dit que c'est un climat de et il faut savoir qu'il y a des provoca- y a d'autres exemples...

confiance parce que les travailleurs prennent conscience de ce qu'ils ont pu obtenir pendant la lutte durant les cinq semaines, avec l'application de la médiation; ils se sont battus encore dans l'entreprise pour que certains acquis soient respectés.

Evidemment, la direction veut se servir de faits divers pour dire : voilà, la CGT fait régner la terreur, on ne peut plus travailler dans de bonnes conditions... C'est vrai que les travailleurs ne veulent plus travailler comme avant le conflit. Ils ont fait grève pendant cinq semaines pour que leurs conditions de travail changent. Ils ne veulent plus être traités en esclaves mais en hommes libres. Alors évidemment, il faut que la charge de travail diminue à certains postes. Il y a eu des effectifs amenés à l'usine et la direction dit : on fait moins de voitures qu'avant avec un effectif supplémentaire. Mais on est prêt à faire autant de voitures que la direction yeut, à condition que l'effectif corresponde aux exigences de la fabrication. Avant, on travaillait comme des esclaves; ne jamais rien dire, baisser la tête à tout moment, cela les travailleurs n'en veulent plus et c'est pour cela

qu'ils ont voté massivement CGT. Le jeu de la direction, évidemment, c'est de dire : la violence, la violence... Mais la violence, elle est aussi orchestrée

tions un peu de toute part dans les ateliers. Il faut savoir que la maîtrise n'est pas acquise à la CGT, même au contraire, il y a des provocations racistes et cela les travailleurs ne le laissent plus passer, c'est normal ils ne baissent plus

C'est pour cela que je dis : c'est un vote très conscient qui s'est opéré le

Ilusqu'à présent, le climat de violence c'était plutôt la CSL...

Oui et cela continue. Mais ils essaient de le retourner contre la CGT. Car ceux qui font toujours les provocations, ce sont toujours ceux de la CSL, il y en a encore beaucoup parmi la maîtrise. On voit qu'il y a aussi des sabotages au niveau de la production. Mais nous sommes sûrs que ces sabotages sont organisés pour justement mettre les travailleurs en difficulté et aussi dénigrer la CGT. Il y a des voitures qui se retrouvent au plateau retouche sans qu'il v ait eu aucune remarque de faite, ce qui laisserait accroire qu'il y a des gens qui se plaisent à défaire ce que les autres veulent faire et on a constaté, sur une voiture, que les amortisseurs étaient serrés à la main, alors qu'ils avaient été normalement serrés, et ils ont été desserrés pour que cela ne tienne pas. Et il

La direction disait à la presse, le jour des élections, que le développement spectaculaire de la CGT à Aulnay était un phénomène essentiellement musulman, et passager...

C'est vrai qu'il y a beaucoup de musulmans à Aulnay; Marocains, Tunisiens, Turcs... Mais à mon avis, l'analyse est tout à fait fausse. Et si on dit que la CGT est un syndicat de musulmans, la CSL était aussi alors un syndicat de musulmans! Non. Par exemple, à la sellerie, qui est un secteur de femmes où il y a des Yougoslaves, des Portugaises, des Françaises, très peu de musulmanes, aux élections de délégués du personnel, on faisait \$3,26%, et aujourd'hui on fait 57,49%. Donc, il y a une progression de la CGT à ce bureau de vote comme dans les autres; il y a même des professionnels qui votent, c'est varié et cela démonte l'argument de la direction.

■ Pour les travailleurs de Citroën, qu'a apporté le changement du 10 mai, qu'a-t-il permis et quels problèmes pose-

le crois que dans tous les régimes, il faudra que la classe ouvrière s'exprime et lutte, il v aura plus ou moins de facilité. Mais c'est vrai que le changement nous a apporté beaucoup chez Citroën; parce que c'est grace au changement, on peut le dire, qu'il y a eu la grève de mai. Il faut savoir qu'aussitôt après les élections présidentielles, on a pu commencer à faire des réunions de syndiqués dans l'entreprise et on a pu aller au ministère du Travail, fin juillet 81, avec une délégation de travailleurs pour se mettre sous la protection des pouvoirs publics. Cela était nouveau dans l'entreprise. Les travailleurs immigrés se sont dit : voilà, maintenant Citroën n'a plus le gouvernement derrière lui, et maintenant nous, nous avons quelque chose à faire. C'est nous maintenant qui devons être protégés par le gouvernement. C'est ce qui a permis les cinq semaines de lutte. Alors le changement a été important, il va dans le bon sens, on le maintient. Il faudra toujours lutter pour le respect de nos revendications, mais on le voit d'autant plus qu'avec la médiation les acquis ont été remis en cause suite au blocage des prix et des salaires. En luttant, on a obtenu qu'une partie de la médiation soit respectée. Mais il faut bien voir que normalement il y avait aussi une augmentation qui était prévue par exemple en décembre avec 500,00 frs minimum, 5% en décembre, La prime de rentrée qui devait être de 450,00 frs, le même travail, monter dans une voi-

CITROEN-AULNAY

n'a été que de 400,00 frs, cela c'est un peu le résultat du blocage des salaires et des prix. La sortie du blocage, je crois que les travailleurs ont bien lutté pour qu'on puisse rattraper une partie des acquis. C'est vrai qu'il faut lutter. Le gouvernement fait supporter des choses aux travailleurs. Je crois qu'il faudrait qu'il prenne un peu plus dans la poche des patrons que dans celle des travailleurs. Disons qu'on était assez défavorisé chez Citroën, il y avait beaucoup de retard à rattraper, et là cela a empêché un peu. Mais la lutte continue. En 83, nous allons préparer un programme pour les salaires, il faudra bien qu'on rattrape le retard pris un peu en 82 du fait de ce blocage.

■ La grève des Citroën a reposé avec force le problème des O.S. Ne plus être O.S. à vie, en particulier dans l'automobile, il y a eu beaucoup de luttes sur cette question. Ou'avez-vous obtenu?

Dans la médiation, on a déià obtenu une première chose, c'est qu'ils ne soient plus O.S. à vie. Avec l'ancienneté, c'était 10 ans, ce sera 9 ans pour l'année prochaine, 8 ans pour l'année d'après, c'est une première amorce pour ne plus être O.S. à vie, parce qu'il y avait des gens qui partaient de l'usine encore O.S. au cœfficient 155.

Il faut que les connaissances professionnelles soient reconnues. Il y a des gens qui sont O.S. et qui font un travail que tout le monde ne peut pas faire. Sur la chaîne, au montage moteur, il faut monter un tas de pièces, il v a pas mal d'opérations à faire, il faut quand même avoir une certaine dextérité pour le faire. En sellerie, faire des sièges, cela n'est pas évident non plus. Ils ne devraient pas être O.S., c'est un travail qui nécessite beaucoup de connaissances et c'est au cœfficient 155, c'est vraiment insuffisant par rap- du CE, elles existaient, mais c'était des port au travail effectué, ils sont souspayés surtout. Il y a des postes très pas efficaces. Il y avait deux Comités complexes. L'usine est assez moderne, d'hygiène et sécurité pour une usine il faut avoir plus de connaissances, il y a des lectures à faire, il y a des commandes à toucher, il faut y faire très attention, il y a une responsabilité plus n'accepterons pas cela. Il faudra qu'il importante, il y a parfois une tension y ait au moins un CHS par atelier et nécessaire importante.

n'est pas agréable, c'est pénible à te- pour mettre tout cela en place! nir. Il v a touiours la cadence, c'est un travail répétitif, pénible, toujours faire

ture, descendre, c'est un travail difficile. Déjà quand on dit O.S., c'est toujours un peu le forçat ; dans l'automobile, en tout cas, c'est le travailleur le plus exploité. Et pourtant, finalement, c'est lui le créateur de richesses, puisque c'est lui qui monte la voiture.

Un O.S. peut rester O.S. des années et des années dans une usine soi-disant aussi moderne. C'est vrai que les gens aspirent à avoir d'autres connaissances. à progresser dans la hiérarchie de l'entreprise, c'est normal que des O.S. aspirent à être professionnels, voire



techniciens. Jusqu'à présent, cela a toujours été bloqué. Le CE va avoir un rôle important à jouer au niveau de la formation, avec la commission formation professionnelle. Une mauvaise formation est cause d'un mauvais travail parce qu'elle ne correspond pas aux machines utilisées. C'est sûr que si on essave de produire à moindres frais, on arrive finalement à ce que cela coûte plus cher. Mais la direction ne voit que le profit.

Et beaucoup de travail en perspective maintenant?

Ah oui! C'est sûr que cela ne va pas se faire tout seul. Il y a toute la gestion du CE qui va être à remettre en place. Il va falloir s'y retrouver dans la comptabilité de la CSL. Pour les commissions commissions minimum qui n'étaient de six mille travailleurs, avec douze personnes par comité! C'était une orientation de la direction. Mais nous par équipe déià. Sur l'usine, cela fait Sur la chaîne, le poste de travail neuf CHS. On aura besoin de militants

le 3 décembre 1982 Propos recueillis par Marc PERRIN

« T es bruits de guerre actuels et les craintes qu'ils suscitent s'appuient sur une donnée concrète : l'augmentation massive des dépenses militaires des USA.»

De ce point de départ, le livre d'Henri Claude, «La troisième course aux armements» se révèle très documenté, argumenté sur la base d'une analyse en termes marxistes de l'économie capitaliste, de l'impérialisme et des contradictions mondiales.

Il fait le point sur la conception internationale du PCF et les prises de positions qui en découlent sur le désarmement.



AMERICAIN: CONTRE

Les chiffres et tableaux démontrent sans conteste que le budget militaire



sé en deux blocs : capitalisme et socialisme, et le socialisme est sur la voie du Du coup, selon Henri Claude, la troisième course aux armements commencée depuis 34 ans (1947 début de la «guerre froide») a des caractères tout à fait nouveaux par rapport aux deux premières (1895-1913 et 1919-

Sans doute certains faits par trop



On attendrait, à la suite de ce raisonnement une conclusion appelant à soutenir l'URSS fermement et par tous les moyens. Or, curieusement Henri Claude termine par un appel à l'union, « malgré les divergences sur l'URSS et sa politique extérieure et sur la politique extérieure américaine. puisqu'il s'agit de les mettre l'un et l'autre au pied du mur en réclamant le désarmement simultané des deux "grands", en faisant comprendre à l'un et à l'autre que les peuples d'Europe occidentale n'entendent pas faire les frais d'une nouvelle escalade de 1939) qui ont débouché sur des guerres cette course aux armements qui s'avère mondiales de repartage du monde entre aussi stupide que dangereuse.»

évidents de la réalité mondiale contem-

DANS «LA 3ème COURSE AUX ARMEMENTS» D'HENRI CLAUDE Un réquisitoire anti-US qui masque l'agressivité de l'URSS

impérialistes. Et, s'il y a troisième

guerre mondiale ece ne peut être

triomphe, partout,

américain a retrouvé en 1979 son niveau de 1973, qu'il croît depuis très rapidement. L'étude serrée du complexe militaro-industriel américain est tout à fait intéressante et les chiffres américains longuement discutés, mais il est difficile de les comparer avec les chiffres soviétiques, puisqu'on ignore le poids exact de ses dépenses militai-

D'ailleurs, l'auteur ne cherche pas à le faire.

Il en arrive très rapidement à trois conclusions : 1,-le réarmement améridans le monde quels que soient sa forme et son contenu»; 2,-il constitue en même temps «une réaction à la crise impérialiste mondiale et à la crise de son propre Impérialisme»; 3.-enfin, «le mode de production capitaliste arrivé à un stade impérialiste devient Incapable d'assurer sur une base saine le plein développement des forces productives et est obligé d'en utiliser une partie à la fabrication d'armements et à la préparation de la guerre».

Ces trois caractères connus de l'impérialisme découlent de l'analyse qu'il fait de notre monde actuel, en 1982, comme étant l'époque «du passage au socialisme de pays de plus en plus nombreux ». Le monde est donc divi- le socialisme dans le monde ».

qu'une querre des Etats Impérialistes coalisés contre l'Union soviétique».

«L'EXISTENCE D'UNE URSS FORTE C'EST LE GARANT DE LA PAIX»

Dans le deuxième chapitre, Henri Claude examine comment et pourquoi le mouvement ouvrier a échoué par deux fois pour empêcher la guerre et déclare que la guerre n'est plus « fatale» aujourd'hui, d'abord parce que cain «vise l'extension du socialisme l'URSS «n'a pas une structure économique et sociale qui pousse à la quere»... Ensuite, « pourquo! faire la guerre si elle aboutit à l'autodestruction des belligérants » par l'emploi d'armes nucléaires, seul type de guerre qu'Henri Claude envisage? Enfin, parce que le camp de l'impérialisme est miné de contradictions internes et n'a-t-il pas reculé partout?

> Ainsi, l'existence d'une URSS « puissante économiquement et militairement» (il oublie de parler de son arsenal nucléaire) permet «d'imposer le désarmement bien avant que le socialisme ne soit établi dans le monde entier», lequel désarmement est devenu actuellement un «moven pour étendre

poraine mettent-ils suffisamment à mal la thèse de «l'URSS force de paix»... pour que la « logique implacable» du raisonnement d'Henri Claude puisse aller jusqu'au bout.

Car des choses ont changé dans le monde depuis 1947, monde qui est aujourd'hui plus complexe qu'un simple affrontement camp impérialiste contre

Car un puissant courant de pays et de peuples, notamment dans le Tiers Monde, totalement absent de la démonstration d'Henri Claude, refuse obstinément aussi bien la « sollicitude » soviétique que la «sollicitude» américaine. Car l'URSS a des soldats et des bases à l'étranger et a envahi des pays indépendants. Car elle pointe ses fusées SS20 sur les pays et peuples européens. Car elle n'est pas la «grande démocratien qu'elle prétend être et contraint les pays et peuples du COMECON au plan économique, politique et militai-

Après des pages et des pages qui «oublient» ces faits-là et s'emploient à dédouaner l'URSS de sa responsabilité dans les menaces d'une nouvelle guerre mondiale, on peut sérieusement s'interroger quant à la crédibilité de l'appel final du livre d'Henri Claude.

Estelle DELMAS

Une même société pour tous

a La société doit être la même la vie des autres. C'est ce milieu qui pour tous». C'est une aspiration, doit devenir le lieu ordinaire où elles une revendication, un droit longune revendication, un droit longtemps nié et pour lequel l'APAIH Association pour adultes et jeunes handicapés) travaille depuis

e XXª Congrès de l'APAIH, les 26 at 27 novembre derampleur des problèmes posés aux handicanés tant sur le plan de l'intégration scolaire que sur le plan de integration sociale, mais aussi leur détermination à en finir avec les discriminations ou les solutions trompeuses de l'assistanat. L'APAJH près de 25 000 adherents et qui s'occupe de 11000 jeunes ou adultes handicapés dans 200 établissements spécialisés - a youlu attacher à ce Congrès de Montpellier l'objectif d'aboutir à une véritable citoyennete pour tous.

La situation est tout à fait alarmane en ce qui concerne l'insertion sociale des handicapes :

refus d'accès aux postes de ressonsabilité même pour ceux qui ont les diplômes et la capacité requis;

-peu de handicapés suivent des stages de formation continue (trop peu de sections de EPA leur sont ouvertes);

- trop souvent, à la sortie des Gentres d'aptitude au travail (CAT) après plusieurs années d'apprentissage, c'est le chômage qui les attend...

Ces exemples concrets d'insertion difficile, voire impossible, dans la vie sociale et professionnelle, permettent de réfléchir de façon plus globale aux proplêmes des handicapés et à leur place

DE L'INTEGRATION SCOLAIRE...

Le président de l'APAJH, Henri Lalay a souligné l'importance capitale du rôle de l'école dans l'apprentissage de la sociabilité, ce moment privilégié qu'est la scolarité pour apprendre à vivre ensemble :

a Les nécessaires thérapies des déficiences et des incapocités ne doivent l'orientation gouvernementale actuelle pas être payées du prix de la mise à et approuvé les principes énonces dans

dalités appropriées »

Ainsi quelques écoles publiques trop peu encore - accaeillent des en-fants handicapes (debites mentaux par exemple). A lour rythme et selon leurs capacités, bénéficiant d'assistances particulières, médicales, paramedicales, ils vivent à l'école de tous, « ils acquièrent niers, tenu à Montpellier, a montré une personnalité, des comportements différents de ceux qu'on observe dans Jas établissements soécialisés tradition-

> Cette politique d'intégration ne vise pas à l'elimination des établissements spécialisés : ceux-ci bien sûr auront toujours un rôle spécifique à jouer, de soutien, de collaboration avec l'école.

...A L'INTEGRATION SOCIALE ET A LA RECONNAISSANCE D'UNE VERITABLE CITOYENNETE

L'objectif de cette intégration scolaire vise bien entendu à assurer l'insertion tant humaine que sociale, que professionnelle dans notre société, et plus encore qu'une insertion, la jouissance d'une véritable citoyenneté : «La citoyenneté que nous visuns n'est ni lundique, ni abstratte, elle est la fa-culte concrètement donnée de raiment appartenir à la cité, d'y jouir de ses privilèges mais aussi de lui apporter ce ou on est et ce qu'on peut faire (...) à la mesure de ses possibilités ou de ses

Unitel objectif signifie que des modifications importantes doivent être apportues et puevues dans les domaines du lovement, des transports, des sports, de la culture... et dans tous les aspects de la vie en société, école, travail...

DES REVENDICATIONS DES ENGAGEMENTS

Ayant réaffirmé son accord avec part, d'une coupure d'avec le milieu de la circulaire du 29 janvier sur l'integra-

tion scolaire comme les dispositions de la loi Auroux quant à la situation des travailleurs handicapés, le président a aussi énoncé un certain nombre de revendications très applaudies par les congressistes:

-à propos de la coordination : regret que ne soit pas institué un organisme largement interministériel et qu'encore trop de résistances départementales subsistent aux projets de l'APAJH, alors qu'elles sont nationalement soutenues par le gouvernement.

- à propos de l'intégration : souhait que soient fixées les modalités concrètes d'application de la circulaire du 29 janvier et qu'à ce sujet, les propositions de la FCPE, du SNI-PEGC, de la FEN, des DDEN, de la Ligue de l'Enseignement et de l'APAIH soient rete-

-à propos de la nationalisation : souhait que le secteur de l'Education spécialisée relève du prochain grand service public, laic et unifié de l'Education nationale.

 à propos de la nouvelle « rigueur » . l'APAJH reconnaît sa « nécessité », mais ne comprendrait pas que le volume global des crédits consacrés aux handicapés ne continue pas à progresser, même plus lentement.

Le 7 décembre dernier le Conseil des ministres a pris différentes mesures et adopté plusieurs projets de loi concernant les personnes handicapées.

Parmi les septs objectifs retenus, notons une priorité accordée à la prévention du handicap, l'amélioration des conditions de vie quotidienne (1 000 emplois supplémentaires de services d'auxiliaires de vie, augmentation de 50% de l'allocation d'éducation spéciale, accessibilité des installations ouvertes au public, aménagement de la télé pour les malentendants...), poursuites de l'intégration scolaire et facilités pour l'insertion professionnelle (conventions entre l'Etat et des entreprises, simplifications des procédures d'attribution des aides à l'embauche de travailleurs handicapés, etc.).

Deux projets de loi devraient permettre un accès plus aisé des travailleurs handicapés à la Fonction publique (à l'heure actuelle, alors que la guota légal d'emploi est de 3%, le pourcentage effectif de personnes handicapées employées est de 1%).

POUR L'EGALITE

PROFESSIONNELLE:

En avant les femmes

La nuit du 7 au 8 décembre 1982 va-t-elle être marquée d'une pierre blanche pour les femmes? Ce sera le cas, si la loi votée par le Parlement, sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, passe dans les faits.

es discriminations que les femmes subissent dans le monde du travail sont multiples. Ne parlons pas des pressions de leur éducation et de la société pour qu'elles ne souhaitent pas accéder à un emploi salarié. Moins d'une femme sur deux (43,4%) a une activité professionnelle en dehors de la gestion du foyer.

Peut-être aussi, l'image du travail que la société offre aux femmes n'estelle pas non plus, particulièrement enthousiasmante. Sur les 8,5 millions de femmes qui travaillent, 36% gagnent moins de 4000 francs et 69% moins de 5 000 francs, contre 26% et 59% pour les hommes! Les femmes sont donc cantonnées dans les bas salaires, ce qui n'est pas pour aider à faire disparaître des têtes la vieille idée du salaire « d'appoint» des femmes.



Bas salaire correspond à emploi peu qualifié. Outre le salaire qui ne dépasse guère, la plupart du temps, les frais de garde des enfants et les frais de trans- loi sur l'égalité professionnelle. port, les femmes n'ont pas non plus la O.S. (48%) et des manœuvres (47%). Seulement 14% des cadres et 19% des agents de maîtrise et techniciens (po- doute que pour mettre en place ce

breuse) sont des femmes...

Jeunes, elles ont une situation encore pire : 60% des chômeurs sont des jeunes femmes de moins de 25 ans.

Peut-on parler dans ces conditions d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes?

Depuis le 28 mai 1982 pourtant, s'applique dans notre pays, la Convention internationale du travail nº111, approuvée par une loi du 15 avril 1981. Elle interdit la discrimination en matière d'emploi et de profession. Aurat-elle le sort de celle de juin 1951, qui



admettait le principe de l'égalité des salaires... et qui n'est pas encore appliquée, trente ans après?

LA LOI ROUDY

Consciente des difficultés, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, a décidé de porter un grand coup aux pratiques ancestrales.

S'appuyant sur un rapport qu'elle a demandé dès son arrivée au gouvernement, en juin 81, «Les femmes en France dans une société d'Inégalités», malgré la crise, malgré le chômage, malgré la tentation de certains de diminuer le nombre de demandeurs d'emplois en renvoyant les femmes au fover. le ministre vient de faire adopter une

«L'activité professionnelle fait déperspective de « se réaliser au travail ». sormais partie de la vie des femmes, elle Elles forment le gros des troupes des répond à leur besoin légitime d'autonomie» dit l'exposé des motifs. La véritable originalité de la loi, c'est sans

pulation de salariés déjà moins nom- droit, elle prévoit des mesures temporaires privilégiant les femmes, jusqu'à ce que l'égalité soit effective, ainsi que le droit d'en référer aux tribunaux et des sanctions exécutoires.

> Désormais, seuls quelques emplois définis conventionnellement, auront le droit de s'adresser distinctement aux hommes et aux femmes. En dehors d'une liste nationale, plus aucune offre d'emploi ne pourra comporter une notion de sexe. Est ainsi supprimée dans le Code du Travail, la notion de motif « légitime » pour refus d'embauche ou licenciement. C'est la première grande idée force de la loi.

> La deuxième, est l'accès massif des femmes à la formation professionnelle, pour leur donner d'autres perspectives d'emplois qualifiés : 30 professions, contre 300 pour les hommes, leur sont ouvertes pour l'instant. Désormais, l'employeur doit fournir chaque année au Comité d'établissement un rapport comparé sur la situation des hommes et des femmes dans l'entreprise et les plans de formation, Celui qui concerne les femmes doit être privilégié.

> Pour surveiller la mise en pratique de la loi, un Conseil supérieur de l'égalité professionnelle sera créé. L'Etat pourra aussi aider financièrement certaines expériences « pilotes », mettant ainsi son poids dans la balance. Enfin, pour que l'employeur ne puisse pas, comme c'est le cas souvent actuellement, tourner le principe de l'égalité, en modifiant légèrement le contenu des postes de travail, la loi va fixer une définition des travaux « ayant valeur

Voilà des nouveautés réelles dans notre Code du Travail!

Il y a beaucoup de retard à remonter. Sans doute ce sera long et pas facile. Mais presque plus personne aujourd'hui n'ose prétendre que le d oit au travail est réservé aux hommes. En a témoigné ce vote unanime de l'Assemblée: 327 voix pour, pas une voix contre... Vote vraiment surprenant dans l'hémicycle! Voilà qui doit encourager toutes les femmes à se battre : les partisans de la discrimination ont peur que ça ne se sache. Empêchons-les de faire ce qu'ils n'osent pas dire!

Claire MASSON

VOYAGE DANS UNE ORGANISATION POPULAIRE



Pour une syndicalisation des familles

Conférence de la famille le 16 décembre, « fiscalisation » des prestations familiales en projet : l'actualité nous a conduits dans les locaux spacieux et clairs de la Confédération syndicale des familles (CSF) dans le XIXe arrondissement de Paris.

Les questions posées ne sont pas une mince affaire. Derrière les projets de fiscalisation des allocations familiales, il y a ceux de réforme d'ensemble du financement de la Sécurité sociale... Travailleurs y consacrera un dossier prochainement, car les enjeux sont de taille. Le dossier « prestations familiales » est délà volumineux, complexe et important en lui-même. Depuis la Libération, il y a eu, en effet, dégradation quasi constante de ces prestations : les allocations familiales strictes sont passées de 21% du PNB par habitant en 1949 à 9,37% en 1978, globalement l'ensemble des prestations familiales n'a cessé de décroître par rapport aux prestations maladie ou vieillesse. Durant l'été 81, une revalorisation sensible a donné un coup de fouet, mais depuis toutes les promesses n'ont plus été véritablement tenues. Jean-Claude Jacquet, secrétaire général de la CSF, satisfait pour l'essentiel de l'attention portée aux familles par le gouvernement, donne ici un premier point de vue sur les projets qui circulent. Bien sûr, il faudra examinér cela sur pièces quand le projet définitif sera connu.

Avec la CSF et son secrétaire général, nous avons entrevu quelque peu le monde des associations familiales, diverses et à vocations et engagements variés : telle plus branchée sur le cadre de vie, telles défenseurs de la «Famille» avec un grand «F», etc... La pluralité -voire la division ou la concurrenceest ici de règle, qui recouvre des origines historiques, des engagements idéologiques, confessionnels ou politiques et des références sociales très différentes. Parmi elles, la CSF, à la fois organisation de consommateurs, de parents d'élèves, de locataires, gestionnaire d'un système d'aides familiales et de centres de loisirs, préoccupée aussi de questions éducatives et culturelles, s'inscrit ouvertement à «gauche», milite pour une «syndicalisation des familles», exprime une conception ouverte de la famille puisqu'elle fut l'une des pionnières de la bataille du planning familial et se bat sur un terrain cher aux forces conservatri-

ces du pays. Autant de raisons pour mieux la connaître.

Camille GRANOT

SIGNES DISTINCTIFS

Naissance

En 1946, sous le nom de la CNAFO (Asso- Organisation ciations familiales ouvrières), héritière d'un mouvement créé en 1937 par des anciens militants JOC, devient la CSF en 1959.

Objectifs

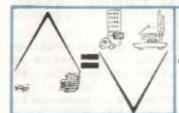
« Assurer la défense des familles pour le développement, la reconnaissance et la représentation du syndicalisme social-familial»; « promouvoir avec l'ensemble des forces de progrès, une société de type socialiste, seule capable de répondre aux besoins des familles Presse usagêres et consommatrices ».

Adhérents

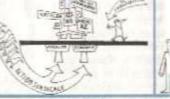
29 000 familles représentant 55 000 adultes et 60 000 enfants mineurs; sympathisants : 100 000 familles.

350 ASF locales; implantation dans 60 départements par unions départementales; la confédération regroupe les UD-CSF et des fédérations spécialisées (aide familiale populaire, chefs de familles monoparentales, école et familles). Des commissions de travail et un Institut de formation, d'études et documentation (IFED).

Nous, bimestriel, tirage 22 000, pour l'information des familles; Action syndicale des familles, bimestriel, tirage 2500, destiné aux militants.



On consomme selon ses revenus.









J.C. JACQUET

Secrétaire général de la CSF répond nos questions

Avant d'aborder les questions d'actualité -la Conférence de la famille, le financement des allocations familiales - pourriez-vous nous dire quelques mots de votre organisation, la CSF, et de sa spécificité parmi les organisations familiales?

Notre organisation se définit comme outil de lutte des travailleurs et de leurs familles pour les défendre dans leurs fonctions économiques de consommation, d'usage et d'éducation. Nous sommes une organisation de consommateurs, mais pas seulement cela; nous sommes aussi une organisation de parents d'élèves, mais pas seulement cela; nous sommes une organisation de locataires - reconnue d'ailleurs - mais pas seulement... Ce n'est pas à opposer au syndicalisme de production. Nous disons que l'exploitation se poursuit, parfois s'accentue hors de la production. Cela s'aggrave en période de crise où le pouvoir d'achat est lié à des revenus indirects, comme les prestations familiales. Nous sommes le syndicat des destinataires de la production, pas dans le sens du consumérisme américain, mais dans le sens de l'émergence d'un véritable syndicat de classe, de masse si possible - mais là nous achoppons un petit peu- des usagers, des locataires, des usagers de l'environnement, des familles...

Les hommes vivent en famille, se logent, partent en vacances en famille. Nous ne sommes pas «familialistes», et avons toujours défendu l'autonomie de chacun des membres au sein de la famille. Mais la famille reste en bout de chaîne une unité de consommation. Considérer la consommation sous cet angle, c'est une de nos spécificités.

■ Quelle différence entre vous et en 1976. Nous pensons qu'il y a une I'UNAF?

Peut-être savez-vous qu'une ordon-

nance du gouvernement provisoire issu de la Résistance organisa la représentation institutionnelle des familles ; c'était une reprise de la loi Gounod de Vichy (1942), qui, elle, instituait une représentation unique - locale, départementale, nationale- des familles dans le cadre du tryptique « Travall, Famille, Patrie». L'ordonnance de 1945 a repris la loi Gounod, en supprimant l'unicité seulement au niveau local... et il a fallu trente ans pour réparer cette erreur! Elle rendait donc le pluralisme de représentation au niveau local mais conservait le monolithisme au niveau départemental par l'intermédiaire des « Unions départementales des associations familiales» -UDAF- et au niveau national par l'intermédiaire de l'Union nationale des associations familiales - UNAF. C'était une réforme à moitié faite. Depuis, la représentation des familles est ainsi régle à travers cette institution. l'UNAF et les UDAF qui ont pouvoir de discuter avec les pouvoirs publics. La CSF fondatrice de l'UNAF y a participé jusqu'en 1950, mais très vite, le corps social que nous représentions, le monde ouvrier, s'est trouvé rejeté de cette institution bourgeoise représentant les classes moyennes, très rétrograde notamment au niveau des mœurs. C'est la loi du 31 décembre 1975 qui a modifié l'ordonnance de 1945 en intégrant les mouvements familiaux à part entière et de plein droit dans toutes les instances de l'institution. Nous y sommes de nouveau rentrés donc en 1975; c'est une divergence stratégique et de fond avec la CSCV qui a quitté l'UNAF

lutte institutionnelle à mener. Nous sommes minoritaires dans l'institution: notre combat, qui est un combat de classe, vise à v conquérir une majorité et à convaincre de nos points de vue. Nous avons obtenu des résultats significatifs par rapport à la fiscalité, notamment la suppression du quotient familial qui a été votée, certes à 52%. par l'institution. Ce n'est pas notre seul champ d'action, cependant.

Cela étant, nous nous battons pour la reconnaissance d'une représentation syndicale des familles, qui s'assure par des rapports de force et des critères de représentativité. Il y a une représentation institutionnelle de droit, confiée à l'UNAF; mais il doit y avoir une représentation associative ou syndicale assise sur un critère essentiel de la démocratie, le critère électif. Par exemple, dans la commission nationale des rapports locatifs instituée par la loi Quilliot, le pouvoir de négocier a été accordé à quatre organisations, dont la CSF, sur des critères électifs, car elles ont présenté des candidats aux conseils d'administration des offices HLM et ont eu des élus; cela nous paraît un exemple d'une bonne démocratie. (1)

■ Votre organisation vient de participer, il y a quelques jours, à la première Conférence annuelle de la famille. Quel est l'intérêt de cette initiative? Que pensez-vous du contenu de ses tra-

Le 21 novembre 1981 s'était tenu le Congrès des familles préparé par l'UNAF; c'était après le 10 mai 1981;

(1) L'UNAF, quant à elle, représentant à la fois des familles de propriétaires et de locataires, n'a pas le pouvoir de négocier.

François Mitterrand et le gouvernement v ont reconnu les familles - sans modèle culturel ni idéologique- comme étant un lieu naturel de démocratie et de solidarité et ont considéré que les organisations familiales et l'institution, l'UNAF, en distinguant d'ailleurs les deux, doivent avoir l'occasion de défendre annuellement leurs points de vue à travers une conférence : la Conférence annuelle de la famille.

Nous nous sommes félicités de cette initiative qui était une reconnaissance de notre action.

La première Conférence a eu lieu. Nous avons pleinement participé aux travaux préparatoires. Nous pouvons regretter les difficultés de préparation et le temps trop court de préparation. La préparation a été entièrement confiée à l'UNAF, et seuls les mouvements familiaux ont été invités. Peut-être l'année prochaine faudra-t-il envisager la participation en tant que tels des syndicats professionnels ou des organisations de jeunesse, du moins aux travaux de préparation.

Ou'attend-on de la conférence? Une reconnaissance, une prise en compte par les pouvoirs publics. C'est avant tout l'occasion de faire le point sur la politique passée et de mettre l'accent sur des revendications fondamentales pouvant faire un large accord afin d'établir un calendrier, une programmation en matière de politique familiale. Il y a eu plusieurs groupes de travail -sur la représentation familiale, l'éducation, le logement, l'école-, mais cette année aucun calendrier n'en est sorti.

■ Quelle est votre appréciation du projet de fiscalisation du financement des allocations familiales?

Tout d'abord, quant à la procédure d'annonce de cette réforme par le premier ministre, nous ne pouvons qu'être insatisfaits...puisqu'il avait recu l'UNAF trois jours avant sans y faire allusion! Les conditions de l'annonce -devant les chefs d'entreprises- ont fait apparaître comme seul objectif de décharger les entreprises. Nous ne pouvons être d'accord avec cette procédure.

Sur le fond maintenant, Pour l'instant, plusieurs projets circulent. On parle de « fiscalisation» à savoir que le financement ne serait plus assis sur les seuls salaires; chacun connaît les injustices entraînées par le système actuel de financement, notamment le fait que les seuls salariés financent, etc. Sur le fond, la CSF est d'accord car il est juste pouvoir d'achat aussi par la revalorisaque l'ensemble de tous les revenus - tion des prestations familiales et des

les actions, les revenus immobiliers et pas seulement les revenus salariaux participent au financement de la couverture sociale. Commençons par les allocations familiales; la seconde étape pourrait être l'ASSEDIC puis enfin toute la couverture sociale.

Quant à la technique, il peut y avoir plusieurs idées; ou bien ce peut être une aggravation de l'IRPP (Impôt sur le revenu des personnes physiques), ce qui pose des problèmes énormes vu sa progressivité et la technique actuelle de l'impôt... ou bien ce peut être un « prélèvement social », dont la base serait le revenu -avant ou après déduction fiscale? - mais dont le recouvrement ne serait pas assuré par le Trésor. PURSSAF continuant d'encaisser. Dans ce cas, il n'y auraît pas véritablement « fiscalisation», mais modification de la base du prélèvement -les revenus au lieu des salaires. Il y a bien deux techniques et deux conceptions différentes; nous n'avons pas eu de débat là-dessus dans l'organisation car les projets ne sont pas connus. Cependant nous serions favorables au « prélèvement fiscal» plutôt qu'à la « fiscalisation» stricte.

Cela va se faire au détriment de qui? Au bénéfice de qui? Il semble bien que les hauts revenus et les revenus non-salariaux soient amenés à payer; globalement, les entreprises n'y gagneraient pas puisqu'elles devraient transférer leurs points de cotisation d'allocation familiale sur les salaires. Ce transfert implique un déplafonnement total -ce qui explique les réactions vigoureuses des cadres contre ce projet. Les entreprises de main-d'œuvre -souvent à bas salaires - devraient être favorisées. Globalement les entreprises n'y gagneraient pas, mais il y aurait modification dans la répartition du finan-

■ Ouelles priorités d'action sont votres en ce début d'année 83?

La première, c'est la défense du pouvoir d'achat des familles; en ce qui nous concerne, pour nous, la question des prix. Nous avons engagé une campagne d'action « Réussir » : il faut réussir la bataille engagée contre l'inflation. Il faut un nouveau contrôle démocratique des prix et nous sommes partisans que tous les partenaires de la vie économique puissent se rencontrer, les syndicats professionnels, les industriels, les distributeurs et les consommateurs, Ce serait un premier pas, Défense du



prestations de remplacement. C'est notre priorité d'action pour nos sections focales et départementales, à travers la défense individuelle et collective des familles, qui sont usagers et consommateurs.

Une seconde priorité d'action, c'est de populariser et de faire aboutir l'idée de conventions collectives de la consommation et de l'usage. Il faut substituer l'idée de convention collective à celle de contrat individuel. C'est une réforme à portée révolutionnaire qui sous-entend d'autres rapports sociaux dans la société, à savoir qu'il y ait égalité entre les partenaires.

Une autre priorité d'action, c'est notre participation à toute l'évolution scolaire, et de l'éducation, Le socialisme ne pourra véritablement s'instaurer, même s'il commence dès maintenant, sans l'intégration d'une dimension culturelle, sans une démarche culturelle de tous les problèmes, y compris économiques. Faute de quoi un gouvernement de gauche, face aux contraintes économiques, en serait réduit à faire pareil qu'un gouvernement de droite, même s'il y met un peu plus de solidarité. Notre action en matière scolaire va dans le sens d'une redéfinition des rapports sociaux, du type de société qu'on veut construire. Si l'on veut que les travailleurs prennent véritablement en main leurs affaires, cela commence à l'école.

LE MONDE EN BREF

plus tôt. Lech Walesa et des milliers de dirigeants et de militants de Solidarité sont internés. Ils seront libérés un an plus tard à l'exception de quelques-uns, inculpés de complot contre l'Etat.

tée belge, tandis que se déroulent les négociations européennes sur l'acier. Les manifestants réclament des subventions pour le maintien de la plus grands entreprise belge, Cockerill Sambre.

Mars. Le 7, les élections président elles au Guatémala voient Liban et annexer définitivement la Cisjordanie et Gaza. la victoire d'un civil d'es la la la la contra qui remplace un militaire, lui aussi d'extrême de la Comme au Salvador voisin. Septembre. Les massecres des camps palestiniens de Sabra listes, intellectuels de gasche tax 12 000 victimes, abattues de ses alliés libanais. par l'armée et les commandos fascistes.

Avril. Le 2, 3000 soklets on soulins récupèrent les îles Malouines, colonie britannique. La victoire de l'Impérialisme anglais accentue la déstabilisation de la junte argentine, de le pays de connaître aussi la crise. plus en plus contestée à l'intérieur pour sa politique répres-

Le 26, le Sinaï occupé par Israël depuis 67 est restitué à l'Egypte. Pendant ce temps, les colonies sionistes se multi- logne...

De janvier à novembre 82...

Janvier. L'état de siège s'est abattu sur la Pologne un mois plient en Cisjordanie occupée et l'attaque israélienne contre le Liban se prépare...

> Mai. A l'occasion du 1er mai, les dirigeants clandestins de Solidarité organisent plusieurs manifestations en Pologne.

Février, le 11, 8 000 manifestants affrontent la police mon- Juin. Reagan est acqueille à Londres et Bonn par de grands manifestations pacifiques contre l'Installation des Pershing en Europe. En Allemagne de l'Est, des jeunes protestants réclament un désarmement simultand

Le 6, commence la guerre du Liban envahi par l'armée israélienne. Objectif : détruire l'OLP, mettre la main sur le Sud-

la répression des forces populaires, paysans, ouvriers, syndica- et Chatila engagent directement la responsabilité d'Israël et

Octobre. Le 1er, le social-démocrate allemand Schmidt laisse la place aux libéraux allies à la droite chrétienne. Une dizaine d'année de gestion social-démocrate n'a pu empêché

Novembre, le 11, Brejnev meurt, II est remplacé par Andropov. Restent l'Afghanistan, le Cambodge, l'Erythrée, la Po-

et en décembre :

GRECE: RETOUR D'EXILES AUTORISÉ

Le gouvernement grec (socialiste) a décidé d'autoriser le rapatriement volontaine dus exilés grecs de la guerra ca 44-49. Cette décision concerne plusieur de milliers de com communistes et leure autores. qui avaient trouvé refuse dans les pays socialistes l'infi trophes pour échapses à la répression qui la Lette époque 200 000 de les

AU PROCHE-ORIE

· Au Liban se sont ouvertes, le 28 décembre, les négociations israélo-libanaises, Tandis qu'Israël faisait pression sur le gouvernement libanais pour obtenir la signature d'un traité de paix bilatéral, le ministre libanais des Affaires étrangères a, lui, déclaré que le Liban « a décidé de participer aux négociations dans un esprit positif afin d'obtenir le retrait israélien total de son territoire et la restitution de sa souveraineté ».

La pressias ministre libanais a uge traces tables les exigences israél renmen.

· En torail, un sondage du Haaretz révéla que Se des laraéliens sont favorablus & un retrait immédiat du Chen.

Par all sent un Juif sépharade (originales d'Afrique) a été tué per la ballee à Tel-Aviv alors en Exapponit à la destruction de sa maison. Les sépharades protestent contre la discriminations dont ils sont l'objet de la part des autorités. en particulier en matière de logement, alors que les Juifs ash kénazes (originaires d'Europe) reçoivent des subventions importantes pour l'implantation de colonies en Cisjordanie occupée.

DES PRODUITS CHIMIQUES INTERDITS **VENDUS AU TIERS MONDE**

Selon une fédération européenne d'organisations de consommateurs, des documents confidentiels ont révélé que le grand trust Ciba-Gaigy exports an Amérique latine un pesticide cancérigène dont la vente est arrêtée en Europa dopuis 1978 en raison de ser effets toxicologique considérés comme « graves » par le firme elle-même.

Trois mille analyses d'urisse réalisées sur des paysans **** de Colombia, de Bolbia, da-Nicaragua, du Honduras et de Guatémala montrent use précenca anormale de percente dans 40 % des cas. Cette pratique est commune à de nombreuses firmes chimiques qui exportent chaque année dans le Tierz Monde des millions de tonnes de pesticides interdits en Europe ou aux USA. Chaque année 375 000 habitants en sont victimes dont 10 000 mortellement.

ATTENTAT ANTI-APARTHEID **EN AFRIQUE DU SUD**

L'organisation de résistance anti-apartheid ANC (African national congress) a revendiqué l'opération de sabotage qui a touché, samedi 13 décembre, la centrale nuclduire de Kæberg en Afrique da Sud. a scaraler repcteur de la entrale, construite par les firmes uncolum Framatome, Alsthom, Tols Batignolles, qui devait

Abtrer en service en juin 83, a Été touché par une explosion qui en returdera de plusieurs mois le mise en route. Commission réussi malgré d'imsectuatos mesures de sécurité n'est pas sans rappeler celui de 1979 qui avait touché le complexe pétrochimique géant SASOL. Tous deux visent mettre en échec la stratégie de l'Afrique du Sud consistant à produire elle-même son énergie, en cas de sanctions internationales.

Claude LIRIA

suite de la page 7

La nouvelle politique économique combat les tendances égalitaristes et gauchistes qui s'étaient manifestées en particulier pendant la révolution culturelle. Faisant preuve de volontarisme par rapport à la situation objective, elles eurent des effets néfastes inverses à ceux proclamés.

La politique de réajustement, mise en œuvre depuis 1979, se poursuit. Elle vise non seulement à rétablir les équilibres nécessaires entre agriculture et industrie, entre industrie légère et industrie lourde, entre fonds affectés à la consommation et ceux affectés à l'accumulation, mais aussi à développer la responsabilité et l'autonomie des différents échelons, dans les usines comme à la campagne, jusqu'à la base, à mieux définir les rapports entre plan et marché, à appliquer réellement le principe de répartition de la période du socialisme « chacun selon son travall», à résoudre le problème de l'emploi et finalement à améliorer de manière décisive les conditions de vie de la population.

Des résultats indéniables ont été enregistrés dans ces différents domaines au cours des dernières années, même si nos interlocuteurs les présentent avec modestie et soulignent l'immensité des tâches à accomplir. C'est ainsi que la valeur de la production agricole a augmenté de 5,7% de 80 à 81 et qu'une récolte record de céréales a été enregistrée cette année malgré une réduction de la superficie cultivée, du fait du développement d'autres cultures. Ces trois dernières années, près de la moitié du budget de l'Etat a été consacrée à l'amélioration du niveau de vie de la population : relèvement important du prix d'achat des produits agricoles; augmentation des salaires des ouvriers et employés; création de 26 millions d'emplois dans les villes pour faire face au chômage des jeunes; effort important, qui saute aux yeux dans chaque ville, dans chaque quartier, pour la construction de logements; campagne pour réduire le taux d'accroissement de la population, afin de ne pas dépasser 1.2 milliard d'habitants en l'an 2000.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE



Députés discutant du projet de Constitution

communiste.

préliminaire du communisme, si la ré- tariat, afin de montrer ce que sont les partition se fait selon le travail et non rapports entre démocratie et dictature selon les besoins, les idées communistes sous le régime socialiste. Le PCC estidoivent jouer un rôle actif et moteur me ainsi revenir à la conception origidès aujourd'hui pour guider la pratique. nelle de Marx et Engels sur la dictature

ment de la démocratie. Présentée dans le passé non comme but mais comme élargie. moven, le XIIe Congrès a précisé que qu'elle ne bénéficie d'aucune tradition dres qui existait dans les faits. démocratique.

La nouvelle Constitution de la République populaire de Chine a été adoptée après une discussion qui a duré plus de deux ans, après qu'un projet a été soumis à la discussion de l'ensemble de la population. Cette nouvelle Constitution élargit les attributions de l'Assemblée populaire nationale, édicte des mesures concrètes pour assurer l'exercice des droits démocratiques de la population, en particulier par le développement de la législation, afin que les masses populaires participent à la prise de décision à la base, limite à deux législatures (10 ans) la durée des mandats.

Cette démocratie est conçue com-L'insistance mise dans le développe- me foncièrement différente de la dément économique afin de satisfaire les mocratie bourgeoise ; il s'agit de faire besoins du peuple va de pair avec l'édi- jouer les droits démocratiques de fication de ce que le PCC appelle la ci- l'écrasante majorité de la population et vilisation spirituelle. Il s'agit, tout à la d'exercer la dictature, selon les lois, fois, d'améliorer le niveau d'instruc- sur l'infime minorité des éléments hostion, les connaissances générales, la tiles dans les actes, par sabotage, au soculture du peuple et de renforcer l'édi- cialisme. La Constitution emploie l'ex-

fication idéologique centrée sur l'idéal pression de « dictature démocratique populaire» comme application concrè-Si le socialisme n'est que le stade te à la Chine de la dictature du prolé-Dans ce cadre, une grande insistan- du prolétariat, alors que cette concepce est mise par le PCC sur le renforce- tion a été souvent déformée en particulier par l'exercice de la dictature

Dans le même sens, les nouveaux l'édification de la démocratie socialiste statuts du PCC, adoptés lors du XIIe constitue une des tâches fondamenta- Congrès, comportent des dispositions les de l'édification socialiste et que si concrètes et détaillées pour l'applicaelle reste un moyen, elle est aussi une tion du centralisme démocratique et garantie pour le déroulement de tous prévenir toute atteinte à ce principe. les actes dans tous les domaines. Ce 11s organisent une réelle direction colrenforcement de la démocratie est lective, combattent toute forme de d'autant plus important que la Chine culte de la personnalité et mettent fir : d'aujourd'hui est issue du féodalisme, au système des fonctions à vie des cal-

RECHERCHE ET EXPERIMENTATION

Beaucoup d'aspects que nous ver ions d'aborder recoupent nos propres, réflexions et aspirations quant au 5 ocialisme. Est-ce à dire que tout soit parfait, que tous les problèmes soier it résolus, que toutes les décisions prises aujourd'hui soient les meilleures? Nous n'avons ni les moyens - ne discosant pas d'une connaissance suffisant e de la réalité concrète de la Chine n'i d'une quelconque expérience du socia disme ni la prétention de porter un tel jugement qui ne correspond d'aille urs nullement à l'appréciation portée; par nos interlocuteurs eux-mêmes. Il's parlent de recherche, d'expérimentat ion, de la nécessité de partir de la situation concrète et de refuser tou te conception de modèle, de chercher la vérité dans les faits. Certaines clécisions et orientations nous semblen't comporter des dangers pour l'avenir de l'édifica-



Le premier ministre Zhao Ziyang présentant le VIe Plan

bilité, si elle a des effets positifs sur le développement de l'économie et la satisfaction des besoins populaires, crée en même temps une différenciation tant à l'intérieur de la classe ouvrière et de la paysannerie qu'entre ces deux classes. Les camarades chinois en sont conscients. Aussi fimitent-ils le fonds annuel destiné aux primes dans les usines à deux mois de salaire en général. Ils envisagent d'appliquer un système d'impôt progressif sur les revenus des entreprises afin d'empêcher de trop grands écarts tenant aux conditions différentes de productivité. A la campagne, ils envisagent de prélever un ir npôt dans les régions riches pour subve ntionner les paysans ayant des conditions naturelles mauvaises, ou de différen cier les prix d'achat des produits agri coles selon les régions.

La suppression du droit de grève dans la nouvelle Constitution ne correspond pas au développement des droits démocratiques sous le socialisme que rious pensons nécessaire pour la France. Nos interlocuteurs nous ont dit qu e sous le socialisme la grève présente i inc différence de nature par rapport at I capitalisme, car elle porte atteinte aux intérêts des ouvriers euxmêmes et de l'ensemble de la population. Po ur eux, la lutte contre le bureaucrati sme peut et doit prendre d'autres formes. Les grèves pendant la révolutio n culturelle n'ont pas conduit à sa disp arition mais à son renforcement. Enf in, le fait de ne pas mentionner le dro it de grève dans la Constitution n'impl'ique pas la répression de la grève qui n'est pas prévue dans la légis-

DÉFIENDRE LA PAIX

Les discussions que nous avons eues sur les quest ions internationales ont permis de confirmer les positions africains le premier ministre Zhao

tion du socialisme. C'est ainsi que la convergentes qui existent depuis de mise en œuvre du système de responsa-nombreuses années entre le PCC et notre parti sur l'analyse de la situation internationale et les initiatives à prendre pour défendre la paix mondiale.

> Pour le PCC, quoi qu'il ait pu être dit ou écrit récemment dans notre pays, comme pour le PCML, le monde reste divisé en trois forces : les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, le Tiers Monde, et les pays capitalistes développés d'Europe, le Japon, le Canada qui sont entre ces deux for-

Ces dernières années, si l'URSS a été aux prises avec de nombreuses difficultés et ne paraît pas aussi agressive. si les USA ont pris une attitude très offensive dans de nombreux endroits. cela ne change rien au fait que c'est la rivalité des deux superpulssances pour l'hégémonie mondiale qui constitue une menace sérieuse pour la paix mondiale. Pour nos interlocuteurs, si les conditions de l'origine de l'apparition de l'hégémonisme des deux superpuissances sont différentes, cette origine trouve ses fondements à l'intérieur de chaque pays. Le Parti communiste chinois ne fait pas de différence de fond quand il combat l'hégémonisme des deux superpuissances.

Le danger de guerre augmente mais la possibilité existe de maintenir la paix mondiale si les peuples s'unissent et portent des coups énergiques aux agressions et expansions des deux superpuissances. La lutte pour préserver la paix passe par le développement de la coopération des pays du Tiers Monde et' par la mise en œuvre d'une politique consistant à unir tout ce qui peut être uni pour combattre les deux superpuissances. On comprend l'importance du voyage qu'effectue actuellement dans dix pays

Zivang : le Tiers Monde représente la force essentielle pour défendre la paix mondiale.

Il a beaucoup été question en France ces dernières semaines des perspectives de rapprochement entre la Chine et l'URSS. Les camarades chinois nous ont précisé qu'ils souhaitent améliorer les relations d'Etat à Etat aussi bien entre la Chine et l'URSS qu'entre la Chine et les Etats-Unis, afin de contribuer à défendre la paix et de pouvoir consacrer leurs efforts à la modernisation de leur pays, sans pour autant relächer leur vigilance par rapport à l'augmentation du danger de guerre.

La Chine souligne sa volonté d'améliorer les relations sino-soviétiques comme en témoigne la reprise des négociations entre les deux pays. Cela passe par l'élimination des obstacles concrets qui proviennent en particulier du stationnement de troupes soviétiques importantes à la frontière sino-soviétique et sino-mongole, de l'agression et de l'occupation de l'Afghanistan, du soutien de l'URSS au Vietnam dans son agression et son occupation du Cambodge.

Sur ce dernier point, nos interlocuteurs nous ont fait part des propositions concrètes chinoises communiquées au vice-ministre des Affaires étrangères soviétique lors des négociations entre les deux pays. On comprendra qu'il ne nous soit pas possible de les rendre publiques, mais elles doivent permettre au peuple cambodgien de décider en toute indépendance de l'avenir de son pays, d'améliorer les relations entre les différents pays de la région et d'y rétablir la paix.

A propos des relations sino-américaines, le communiqué commun du 17 août dernier n'a pas eu jusqu'à présent de développement tangible. Au contraire, les dirigeants américains en ont donné une interprétation unilatérale et ont poursulvi leurs fournitures d'armes à Taïwan. Leur soutien à l'invasion israélienne au Liban et aux massacres des populations palestiniennes et libanaises a été énergiquement condamné par la Chine.

Les entretiens entre les représentants du PCC et notre délégation ont permis d'apprécier le rôle déterminant de la Chine pour défendre la paix mondiale et pour renforcer la lutte des peuples pour leur libération, pour le progrès, pour la paix, pour le socialisme.

> La délégation du CC du PCML Jacques JURQUET Pierre BAUBY Alain CASTAN



Du 16 au 20 décembre a siégé à Paris la deuxième session du Tribunal permanent des peuples sur l'Afghanistan

Des témoignages accablants



Un million et demi de réfugiés depuis 1979

Depuis trois ans, l'Afghanistan subit l'intervention soviétique. Cette intervention a été largement condamnée par la communauté internationale dans toutes ses instances représentatives. Mais que signifie concrètement cette intervention pour le peuple afghan? Le Tribunal permanent des peuples (voir encadré p. 24), qui a siégé à Paris du 16 au 20 décembre, pour sa deuxième session sur l'Afghanistan, a rassemblé un nombre impressionnant de témoignages concernant «la violation des règles du droit humanitaire de la guerre, notamment en ce que qui concerne le sort des populations civiles. »

des peuples réside précisément en ce que loin des discours idéologiques, en ne s'appuyant que sur des témoignages directs (et non, par exemple sur les dépêches d'agences ou les temoignages rapportés), ainsi que sur les quait à l'intervention soviétique en Af-

T a force du Tribunal permanent règles du droit international humanitaire, celui-ci avait su, lors de sa première session, à Stockholm, démontrer qu'aucune des exceptions acceptées par le droit international pour justifier l'intervention étrangère (1) ne s'appli-

ghanistan, Celle-ci constituait donc une eatteinte aux droits fondamentaux du peuple afghan».

Avec la même rigueur qui caractérisa jadis le Tribunal Russel sur le Vietnam et l'Amérique latine, le Tribunal permanent des peuples fit citer experts. médecins, juristes. Afghans et témoins de tous horizons, après avoir d'ailleurs sollicité les autorités soviétiques et de

L'ENGAGEMENT DIRECT DES SOVIÉTIQUES

A de nombreuses reprises, au cours des trois journées de séance publique, les témoins firent état de l'engagement de plus en plus direct des Soviétiques :

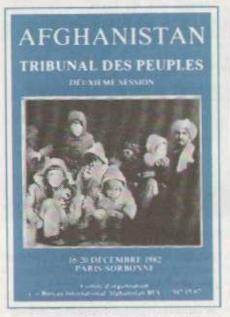
-les témoins afghans Khazan Gul, commandant militaire de la résistance dans le Paktia, et Hossein Gholan, de la province du Hazaradjat, expliquèrent qu'au lieu d'avoir à combattre l'infanterie des autorités de Kaboul, comme au début de la guerre, ils devaient affronter surtout des unités mécanisées -à dominante soviétique- et les bombardements des hélicoptères et avions quasi exclusivement soviétiques.

Ceci s'explique d'ailleurs par les importantes défections dans l'armée « afghane» dues aux affrontements entre « parchami» et « khalki» (fractions rivales du parti au pouvoir), mais aussi aux sentiments patriotiques de certains secteurs de cette armée (qui, s'ils ne désertent pas, renseignent directement la résistance).

Soviétiques aussi les hélicoptères observés par les médecins du MSF ou de l'AMI (2), hélicoptères dont l'action est redoutée par les populations civiles.

(1) Ces trois exceptions sont : une décision des Nations Unies, la légitime défense, ou le consentement du gouvernement afghan. (2) MSF : Médecins sans frontières.

AMI : Aide médicale internationale.



De ce point de vue, le témoignage de Claude Malhuret, de Médecins sans frontières, permit de mieux saisir la logique soviétique :

«Les Soviétiques — dit-II — constatant que les guérilleros sont comme des poissons dans l'eau parmi la population civile, s'efforcent de la terroriser pour qu'elle cesse son appul aux résistants. » Et il ajoute aussitôt qu'il s'agit de la logique employée pour combattre toute guérilla populaire.

POPULATIONS CIVILES EXPOSÉES

A l'appui de ses dires, il fit un relevé précis des observations faites par les 120 médecins de MSF qui se sont succédés en Afghanistan :

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES: son activité, sa composition

Dans la continuité des Tribuneux Russel et de Nuremberg, le Tribunal permanent des pauples est né d'un vide juridique : l'absence d'une juridiction internationale à compétence universelle. C'est un tribunal d'opinion, puisqu'il ne peut pas prononcer de sanctions, qu'il s'adresse avant tout à l'opinion publique, en s'appuyant sur les instruments juridiques fondamenteux des Nations Unies, et sur les conventions de la Haye et de Genève sur le « droit de la guerre ».

Il est actuellement composé de 54 membres depuis les décès de Ruth First (dirigeante de l'ANC d'Afrique du Sud, assassinée en août dernier) et d'Albert Soboul (historien de la Révolution française), dont plusieurs prix Nobel (le dernier, et non des moindres, étant Gabriel Garcia Marquez), avocats, juristes internationaux, hommes de sciences et de lettres, hommes d'église.

Il a consacré plunieurs sessions : au Sahara occidental (1979), l'Argentine (1980), Erythrée (1980), Philippines (1980), El Salvador (1981), Afghanistan (1981), Timor (1981), et Zaire (1982).

Le jury désigné pour cette session était composé de :

François Rigeux, professeur de droit international privé, Université catholique de Louvain, (Balgique)

Richard Baumlin, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Berne, membre du Parlement fédéral, (Suissa)

Vladimir Dedijer, historien, (Yougoslavie)

François Houtart, sociologue, professeur à l'Université catholique de Louvain, (Balgiqua) Edmond Jouve, professeur de relations internationales du Tiers Monde à la Sorbonne, (Françoi)

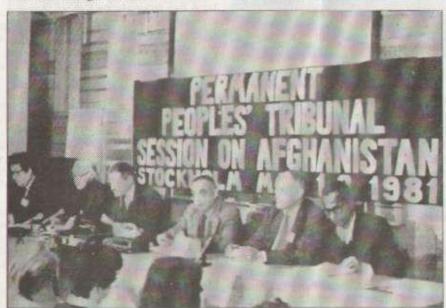
Jan Kulakowski, secrétaire général de la Confédération du travail de Bruxelles, (Pologne) Léo Matarasso, avocat, (France)

Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca, (Mexique)

Anjit Roy, économiste et journaliste, (Inde)

Laurent Schwartz, mathématicien, professeur à l'Université de Paris VII, membre de l'Académie des sciences. (France)

Salvatore Senese, magistrat, (Italie)



Première session du Tribunal des peuples sur l'Afghanistan - Stockholm - 1981 terrorisent la population et l'obligent

-bombardements systématiques d'hôpitaux : 5 en 2 mois l'été dernier, et sans erreur possible, puisque ces bombardements étaient précédés à chaque fois d'un vol de reconnaissance, et que les maisons voisines étaient épargnées.

A ce sujet, Laurence Laumonter d'AMI fit remarquer que l'apposition d'une « croix rouge » sur les dispensaires, loin d'éloigner les hélicoptères soviétiques, facilitaient leur tâche, comme en témoignait le bombardement d'un dispensaire de l'AMI dans le Panshir le 4 avril 1982.

- largage de mines antipersonnelles camouflées: larguées au hasard, elles n'atteignent pas les résistants, mais surtout la population civile, les enfants qui les prennent pour des jouets, et le cheptel qui se trouve décimé. Conçues pour donner des lésions multiples, elles ne tuent pas immédiatement, mais terrorisent la population et l'obligent à apporter des soins très importants cine amenée à Paris par la commission aux blessés.

 l'emploi de mines-jouets fut prouvé par le témoignage du Dr. Jacques David, ayant soigné un enfant amputé par une mine en forme de camion rouge.

Si malgré de nombreux commencements de preuve, l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques n'a pu être sérieusement démontrée, la commission d'enquête effectuée en Afghanistan par Michael Barry, Ricardo Frailé et le docteur Antoine Crouan, au début de décembre, apporta la preuve d'un massacre de 105 civils dans le village de Pâdlawab-é-Shana, dans le Logar, à 60 kilomètres au sud de Kaboul.

L'utilisation de napalm et de bombes au phosphore, dont l'effet sur les cultures est catastrophique, fut également signalée.

Ces agissements ont eu pour conséquence supplémentaire d'accroître sérieusement le nombre de réfugiés, apportant un fardeau supplémentaire aux Etats voisins, Pakistan et Iran, et exerçant ainsi une pression politique indirecte sur eux, en vue d'une entente avec le gouvernement de Kaboul, ainsi que le souligna le rapport de M. Janata.

LES TORTURES

Enfin, le rapport de Bernard Dupaigne, ethnologue au Musée de l'Homme, et surtout le témoignage de Farida Ahmadi, ancienne étudiante en méde-

U. R. S. S.

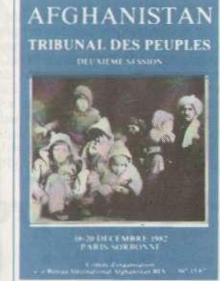
cine amenée à Paris par la commission d'enquête, attirèrent l'attention sur le sort des personnes détenues. Arrêtée pour distribution de tracts de la résistance à l'Université de Kaboul, cette dernière fut menée au siège de la police secrète (Khald), soumise aux électrochocs, torturée par six policiers, maintenue 15 jours et nuits consécutifs debout, menacée de viol. Elle déclara avoir traversé en compagnie de ses tortionnaires des salles de «terreur» où



Farida Ahmadi témoignant sur le sort des personnes détenues

elle vit des morceaux de doigts coupés, et avoir assisté à l'énucléation d'un prisonnier.

PAKISTAN



D'autres témoignages firent état de prisonniers exécutés ou brûlés sur place, voire jetés du haut des hélicoptères, de scènes de pillage ou de viol après une opération militaire... Il est vrai qu'officiellement, selon le gouvernement de Kaboul, il n'y a pas de «prisonniers de guerre», mais seulement des bandits et des rebelles armés par l'étranger.

« UNE AGRESSION INCOMPATIBLE AVEC L'IDÉE ET AVEC LE PRESTIGE MEME DU SOCIALISME»

A l'issue de sa session, le Tribunal des peuples, sur la base de ces témoignages, rendit publique, dans les locaux du Sénat, une «sentence» d'une trentaine de pages, dénonçant «une politique systématique et délibérée de violation des droits fondamentaux des peuples et des individus» et soulignant que «le caractère persistant et systématique de ces violations aggrave la responsabilité de l'URSS»; celle-ci ne faisant pas de distinction entre combattants et non-combattants, objectifs militaires et biens de la population civile, «de nombreuses personnes civiles, dont rien ne permet de croire qu'elles participaient directement aux hostilités, ont fait l'objet de sévices, tortures, assassinats et mauvais traitements imputables aux Soviétiques...»

Et le Tribunal permanent des peuples conclut, mais comment en douter: « Pareille agression est incompatible avec l'Idée et avec le prestige même du socialisme.»

Philippe RIJSEL

Le «Parlons ensemble» de ce mois participe d'une discussion importante pour le mouvement ou-

vrier et communiste : quelles propositions aujourd'hui?

Cette discussion, déjà engagée dans nos rangs, a été l'un des thèmes d'une réunion nationale d'une cinquantaine de militants du PCML dans le cadre de la préparation de son Ve Congrès, à travers l'examen de la stratégie gouvernementale, de la stratégie cédétiste des «propositions industrielles» et de celle de « produisons français » du PCF. Elle a esquissé aussi la mise en forme de propositions propres de notre parti, du moins la définition de critères pour les élaborer. Les textes ci-dessous, interventions de différents camarades -réécrites par leurs auteurs - abordent essentiellement cet aspect de la discussion, dans leur différences d'éclairage et d'expérience, mais avec des préoccupations communes que révèle la lecture : rompre concrètement avec l'impérialisme, défendre les intérêts à court et à long terme des travailleurs de notre pays et des peuples du monde.

Quelles propositions économiques aujourd'hui?



propositions.

être très réaliste.

Dour éviter le faux débat « ré-

I forme ou révolution», il faut

En matière économique, les change-

re avec l'impérialisme» signifie, par

exemple, une énorme reconversion de

l'appareil industriel français. En ce

sens, on peut parler de transformation

progressive ou de réforme et il faut

quand on regarde la question : «au

service de qui (de quelle classe) orien-

te-t-on l'activité économique?», là, il

ne peut s'agir de « réforme progressive » :

il faut inverser complètement la logi-

que qui guide l'économie et passer de

la logique du profit capitaliste à celle

de l'intérêt des masses populaires dans

logique qui guide l'économie est bien

politique car elle touche directement

la question du pouvoir : « qui (quelle

classe) a le pouvoir?». Et là aussi, il

Cette question des critères ou de la

notre pays et dans le monde.

Par contre au niveau politique,

Elaborer un programme fait de propositions réalistes dans une perspective révolutionnaire

> faut inverser complètement les rapports de classes en renversant le pouvoir de la bourgeoisie.

> Aujourd'hui notre rôle principal en tant que parti, c'est d'élaborer un programme fait de propositions réalistes dans une perspective révolutionnaire.

- « Réaliste », c'est-à-dire partant de la réalité économique et sociale de nobien situer les différents niveaux où se tre pays aujourd'hui, avec sa structure placent nos interventions et nos héritée du capitalisme actuel; mais pas forcément « réaliste » au sens de « possiments ne peuvent se faire du jour au ble dans le cadre de la logique capitalendemain car notre projet de «ruptuliste actuelle».

> Il nous faut montrer comment dans une perspective révolutionnaire, avec une politique radicalement différente on pourrait s'attaquer aux maux qui frappent les masses populaires dans notre société (chômage, inflation, misère du Tiers Monde).

Nous devons expliquer que ça ne sera pas réglé d'un seul coup mais que c'est la seule façon de les régler à terme en profondeur.

C'est seulement ainsi que nous redonnerons aux travailleurs confiance dans le socialisme et dans la révolution.

Elaborer un tel programme de « rupture réaliste», ne nous empêche pas de parler également à plus long terme de ce que serait une société socialiste ou communiste qui reste l'idéal historique et fondamental du mouvement commu-

Cela ne nous empêche pas, non plus, en tant que militants de mouvements syndicaux ou associatifs et même au nom du parti, confrontés à une réalité urgente, de défendre concrètement telle ou telle proposition industrielle dans le cadre du système capitaliste, car elle est moins mauvaise pour les travailleurs.



N ous revendiquons la rupture avec l'impérialisme et l'alliance avec le Tiers Monde. C'est une constante fondamentale de notre combat. Si ces termes définissent bien les objectifs de notre lutte ils sont trop vagues pour diriger l'action politique, faire des propositions et critiquer les opportunismes.

Faire des réformes respectant trois critères



Pace à la désindustrialisation,

«Non aux licenciements», s'il est juste

n'est pas opérationnel de par sa généra-

lité. De même la solidarité avec le Tiers

Monde doit avoir un contenu qui dé-

passe la simple dénonciation nécessaire

le les propositions industrielles (ou les

réformes) est une question d'actualité.

Nous ne pouvons pas faire l'impasse

sur cette question et nous contenter de

répéter des principes généraux totale-

ment inopérants dans le contexte éco-

dustrielles) c'est essayer de trouver les

maillons qui relient notre projet straté-

d'aujourd'hui. C'est se donner les

moyens d'intervenir plus positivement

Définir le processus

Aborder la question de la lutte pour des réformes (ou des propositions in-

nomique et politique actuel.

Ainsi la question de ce qu'on appel-

de l'impérialisme.

au sein des masses.

au chômage, le mot d'ordre

En effet, la situation d'aujourd'hui qui se caractérise, entre autres, par la continuation de la crise, par une désorganisation de la classe ouvrière, son attentisme, par le chômage massif et la destruction de bastions ouvriers, nous interpelle. N'y a-t-il rien d'autre à faire que répéter des généralités sur le capitalisme et l'impérialisme? Quel contenu donnons nous à nos appels à l'unité et à la solidarité? Poser la question c'est déjà y répondre.

Nous devons intervenir sur la réalité d'aujourd'hui en osant faire des propositions, qu'elles soient industrielles ou autres, disons des propositions de réformes. Dans leur mise en œuvre ces propositions doivent respecter trois critères : 1.-tenir compte des intérêts des travailleurs; 2.-tenir compte des intérêts des pays et peuples du Tiers Monde; 3 .- se situer sur le plan de la

résistance au capitalisme (ne pas faire croire qu'une réforme plus une autre égal le socialisme).

Ainsi, telle proposition dans tel endroit, ou tel secteur, aura pour but de « limiter les dégâts» ou de faire de petites avancées. Ces propositions visent à l'amélioration du rapport de forces face au capitalisme, et peuvent avoir pour résultat (sur la base du nouveau rapport de forces) l'établissement d'un compromis. Cependant, Il faut savoir qu'aucune solution ne sera satisfaisante, mais il faut y aller, il faut se salir les mains.

La lutte pour les réformes (y compris des réformes parfaitement réalisables sous le capitalisme) est une nécessité. Cette lutte doit s'engager en même temps que s'élabore notre projet stratégique du socialisme pour la France. Les deux sont étroitement liés, car sans projet politique-révolutionnaire, la lutte pour les réformes devient un but en soi, on fait alors du « super-syndicalisme» et nous perdons notre raison d'être.



Un critère essentiel: le caractère unificateur d'une proposition

F aire des propositions industrielles, ou se mêler de la gestion, n'est pas une chose nouvelle pour notre parti. A Marseille, dès 1978, pendant la crise de la réparation navale, nous avions pris position sur la désindustrialisation et sur le maintien de la réparation navale. Le principe lui-même est, à mon avis, indiscutable et de tous temps les communistes ont dû adapter leurs programmes aux réalités économiques et surtout aux réalités de la conscience ouvrière. Le parti communiste a élaboré des critères qui lui permettent de dire si telle ou telle politique de gestion va ou non dans le sens de ses projets. Nous avons vu en quoi et les projets et la gestion proposés sont critiquables. Mais, comme nous allons de plus en plus être confrontés à cette question, il faut, nous-mêmes, nous référer à des critères très clairs pour appuyer ou récuser une proposition industrielle.

Il y a d'abord deux écueils à éviter : 1.-élaborer et juger des propositions uniquement en fonction de notre projet de socialisme; 2.-élaborer et juger

de la rupture avec l'impérialisme en fonction des situations concrètes

Les évolutions économiques actuelles poussent à l'interpénétration et à l'interdépendance des pays du monde impérialiste rejetant les possibilités et l'idée même de rupture dans le domaine de l'utopie ou du catastrophisme.

C'est pourquoi il est urgent pour notre crédibilité de définir le processus de la rupture avec l'impérialisme et de proposer des réformes qui en seraient les premiers pas.

La tâche de notre prochain congrès pourrait être de dégager les principes ou critères (le mot est à la mode) permettant d'élaborer de telles réformes

auxquelles nous serions confrontés, Ils nous permettraient également de prendre position de façon plus constructive sur les propositions de toutes sortes qui fusent du mouvement ouvrier en France et dans le monde. Ce type de revendications à carac-

tère économique devrait s'articuler avec des propositions de réformes dans les domaines politique et social.

Enfin, et c'est peut-être pour nous un préalable, il nous faut établir quel lien existe entre réformes et rupture?

mutations et progrès technologiques;

suite de la page 27

des propositions uniquement en fonction de leur viabilité en système capita-

Cela dit, je pense que nos propositions doivent tenir pleinement compte des potentialités actuelles, des réalités de la France d'aujourd'hui mais sans s'y enfermer; il faut proposer une perspective, même et surtout si elle n'est pas acceptable par le système.

Je vois pour ma part quatre critères : 1.-Le maintien des concentrations ouvrières et des activités industrielles. L'existence de ces entreprises est décisive pour la défense collective des inté-

ment savoir dans quel projet de socié-

té elles se situent. Sans remise en cause

des critères économiques du système

capitaliste, on rencontre infailliblement

des contradictions insurmontables

pour les mettre en œuvre. Un petit

trer que, dans le cadre du système éco-

nomique actuel, le téléphone n'est pas

effectivement en déficit. Arrivé à ce

point, persister dans une telle logique

conduit inévitablement à prendre en

compte les contraintes du système, à

v aménager une solution de moindre

A contrario, dans le cadre d'un pro-

iet de rupture avec le capitalisme, les

rêts de la classe ouvrière, c'est une base surtout pas au nom des bons sentid'organisation, un facteur d'entraînement pour les boîtes plus petites. Pour la jeunesse, là s'apprennent la solidarité et le militantisme. Le désert industriel est au contraire générateur d'individualisme, de désorganisation, de division. 2.-La capacité de mobilisation d'un projet est décisive. Il ne sert à rien de faire des beaux projets pour faire marcher nos cerveaux si personne ne s'en préoccupe. 3.-La solidarité avec le Tiers Monde. Nous avons vu que certains projets s'inscrivaient tout à fait dans une politique néo-coloniale et entraînaient les syndicalistes à chausser les bottes des multinationales. Nous devons refuser cet état de fait; mais

ments, en faisant appel à une solidarité intellectuelle. Si nous reietons le néo-colonialisme, c'est parce qu'il est contraire aux intérêts des travailleurs de notre pays, 4.-Enfin, dernier critère : le caractère unificateur d'une proposition. Comment pourrions-nous accepter des propositions qui feraient rentrer les responsables ouvriers dans le jeu de la concurrence ... entre ouvriers Oui, un critère essentiel à retenir est de savoir si une «proposition industrielle» va permettre d'unir dans l'action Français et immigrés, hommes et femmes, travailleurs de l'entreprise et hors de l'entreprise, etc.

H.D.



Dans quel projet de société les propositions se situent-elles?

prendront pour base l'incompatibilité d'intérêts entre patrons et travailleurs.

Deux facteurs guideront leur élaboration : le développement de la mobilisation, du rapport de forces et l'unité de la classe.

Peu importe que ces propositions soient «viables» dans le cadre du système, là n'est pas le problème. Leur but n'est pas d'apparaître comme une somme d'éléments cohérents susceptibles de faire fonctionner une branche de l'économie, mais de constituer une plate-forme d'action pour les travailleurs. Là où réside la difficulté. là où les communistes ont leur contribution à apporter, c'est dans l'explication concrète des raisons de la crise,

des suppressions d'emplois. Comment montrer en étant convaincant qu'elles sont le produit du système capitaliste? Comment argumenter pour prouver que la solution consiste bien pour les travailleurs à «s'attaquer aux profits». à réduire la plus-value extorquée sur leur dos, alors que l'on expliquera qu'avec une telle politique, les entreprises courent à la faillite.

Construire des propositions convaincantes, qui soient à même de susciter une mobilisation anticapitaliste, d'amener les patrons à concéder une partie de leurs profits, c'est dans ce cadre qu'il faut situer l'enieu réel du problè-



C e mot d'ordre implique la mi-se en œuvre d'une politique à trois niveaux : 1.-protection du marché national-exportation des pays occidentaux: 2.-réorganisation de la production sur une base nationale et donc re lance de la production dans le secteur des biens de consommation; 3.-relance de la consommation populaire pour propositions qui pourront être faites so utenir la relance de la production.

A propos du «Produi

A mon avis, nous n'avons pas de critique à faire à un tel schéma, dans le cadre du socialisme. Seulement, il y a trois points, dans les hypothèses de départ et les implications, qui posent des problèmes :

1.-Quelle est la classe qui met en œuvre une telle politique? Ce qui renvoie à la nature de l'Etat qui met en œuvre cette politique. C'est un problème que l'on retrouve quand on étudie la question des nationalisations dans les thèses du PCF.

2.-Comment est réglé le problème de l'impérialisme? Quel type de marché est développé avec le Tiers Monde? Que deviennent les entreprises françaises produisant à l'étranger? Et les Utopie ou nécessité?

N ous n'avons pas de stratégie économique globale; par contre nous avons des points d'ancrage. Forgés par notre pratique de plus de quinze années, de sa confrontation avec les faits et les différentes pratiques et thèses au sein du mouvement ouvrier ces points d'ancrage nous servent déjà de boussoles dans l'action, dans nos propositions, dans nos réalisations. chaque jour dans le cadre de notre activité militante, syndicale, associative ou propagandiste. Ils ne sont pas un futur utopique, mais opérants pour réfléchir et proposer maintenant.

Ils sont : 1 .- rompre avec le système impérialiste -ce qui implique de sortir du marché mondial impérialiste-, ne pas devenir une superpuissance et préserver l'indépendance nationale; 2.-œuvrer pour un nouvel ordre économique international qui se fonde sur le rôle moteur du Tiers Monde; 3.-définir des grands choix économiques qui maîtrisent les contradictions -ville-campagne, approvisionnement et besoins énergétiques, industries de base et de transformation, etc.-, qui assurent les équilibres et dominent les

4.-pour ce faire, détenir les moyens de décider et d'agir : que les moyens de production reviennent aux producteurs, aux travailleurs qui démocratiquement planifierons les choix et les efforts en fonction des besoins, des movens et potentialités. (...) Les deux premiers points d'ancrage impliquent des rapports radicalement nouveaux avec le Tiers Monde, des rapports d'égalité et non plus de pillage et d'exploitation. De l'avis de la grande majorité. y compris dans le mouvement ouvrier, ce serait choisir l'appauvrissement inéluctable de la France, sa régression : comble de l'utopie et de l'irréalisme! Nous nous heurtons là aux compréhensions diverses du Tiers Monde qui fondent les différentes stratégies politiques. Le PS au gouvernement le voit en deux ou trois parties : la partie solvable, la non-solvable -ou bien sa « zone protégée» - et le reste, Le PCF le divise en pays progressistes et pays réactionnaires. Quant à nous, nous le voyons comme un ensemble de peuples en route vers l'émancipation et le développement, force motrice du monde contemporain qui œuvre de son point de vue à la rupture du système impérialiste. Pour ces peuples, même s'ils sont toujours dominés, notre conception globale n'est ni utopique ni irréaliste; elle est l'issue; elle est aussi en marche. Exemple, la Convention sur le

droit de la mer marque quelques points contre l'hégémonisme maritime des pays impérialistes et contre leur mainmise absolue sur les fonds sous-marins qui constituent des ressources gigantesques pour l'avenir. D'où le refus US de signer la Convention. La France a signé : bien. Il est vrai que son maintien colonial dans les DOM-TOM lui assure la troisième place dans l'exploitation maritime. On le voit : le choix de l'océanographie comme créneau de la recherche et de l'industrie n'a rien de fortuit ni d'innocent... D'autant que le gouvernement n'envisage pas la ratification immédiate de la Convention par peur des transferts de technologie qu'elle prévoit... Cohérence d'une logique impérialiste qu'il faut briser! Une France socialiste, libérée des contraintes du marché mondial et de l'impérialisme du dollar, peut -et doit - envisager la question sous un angle inverse : conclure des accords économiques avec les pays du Tiers Monde soucieux d'exploiter leurs richesses maritimes, leur transférer les technologies et ceci dans l'intérêt des deux parties : il y a suffisamment à construire, à produire, à équiper sur la planète - dans le monde et en France même- pour donner du travail à l'ensemble des travailleurs ici et dans les pays du Tiers Monde et répondre à leurs besoins. Cela est possible : l'accord sur le gaz algérien donne une idée de cette possibilité. Encore faudrait-il faire de la philosophie qui le sous-tend une stratégie économique d'ensemble. Si notre pays ne s'engage pas dans cette voie, c'est le Tiers Monde qui tôt ou tard l'imposera. (...)

sons français»

capitaux bancaires français investis dans le Tiers Monde? 3.-La relance d'une production des

biens de consommation, correspondant à la demande sur les marchés des pays de l'Est. Il est cohérent que le PCF propose une réorientation des marchés vers l'Est. Quel type de marché développe-t-on avec ces pays en général et l'URSS en particulier? (...)

Et sur le terrain?

Quand nous avons soutenu les mineurs de Ladrecht, nous l'avons fait concrètement, réellement, Nous n'avons jamais caché cependant nos désaccords sur la question de l'unité du mouvement syndical, ni sur la nécessité de privilégier la défense de l'emploi, par rapport à celle de l'industrie capitaliste française.

Produisons français, en France, c'est le mot d'ordre que nous pouvons soutenir sur le terrain quand il s'agit de fermer des usines en France pour les implanter dans le Tiers Monde, voire en Espagne, au Portugal ou en Italie. Nous pouvons également le soutenir sur le terrain, quand le rachat d'une entreprise française par des trusts étrangers conduit à des licenciements. Mais nous devons aussi combattre le phénomène inverse. Sur le plan stratégique, nous ne pouvons pas soutenir un tel mot d'ordre, car il est entâché de collaboration de classes et de défense de l'impérialisme français.

La meilleure réponse à ce niveau devient, cependant, maintenant de proposer autre chose...

Quelques pistes de réflexion pour nos propositions.

1. Est-il possible de rompre avec le marché mondial impérialiste sans pratiquer le protectionnisme économique? Le PS est en train de prouver que non

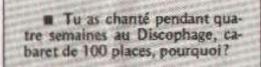
2.- Est-il possible d'édifier une nouvelle économie en France, sans la protéger? Non.

3. Est-il possible de développer des échanges de type nouveau avec le Tiers Monde, sans établir des accords arbitraires, instaurant des rapports privilégiés fondés sur la réciprocité des avantages? Non. Compte tenu de tout cela, un mot d'ordre correct serait : « Produire pour satisfaire les besoins du peuple et soutenir l'effort de développement du Tiers Monde. »

mal pour les travailleurs.

Bernard Lavilliers:

«Moi je suis un rocker des années 60, je suis un rocker tropical»



l'ai fait ça pour le plaisir, pour jouer avec des copains brésiliens; et puis pour retrouver un certain rapport avec les gens, très direct, sans éclairage, sans beaucoup de sono, sans obligation.

Quand tu fais 5, 6, 7 000 personnes, tu es pris dans un système qui fait que tu ne peux pas t'amuser à parler aux 7 000 personnes. Ce sont des tourneurs qui produisent ta tournée, il y a beaucoup d'argent investi, tu représentes beaucoup de fric.

STAR POUR TOUCHER LE GHETTO

 Quel effet cela fait-il d'être un grand du showbiz?

Un café-restaurant du XIIIe arrondissement. 13 heures. Une porte claque. Bernard Lavilliers est là, à côté de nous et de notre vénérable magnéto. Pas peu fiers : il n'accordera aucune autre interview avant un bout de temps. Bavette-pommes sautées et questions saignantes.

Il vient de passer au Discophage, cabaret brésilien du Quartier latin : chaleur, tendresse, humour, une impression de décontraction infiniment plus forte que lors de ses grands shows...

C'est pas par hasard; j'ai écrit des chansons qui disaient certaines choses et j'avais l'intention que le plus grand nombre les entendent. J'ai pris les armes qu'il fallait pour toucher le plus grand nombre, et c'était pas les armes traditionnelles; par exemple, au départ, je ne passais pas du tout en radio et c'est le phénomène du concert qui a fait que les radios m'ont passé avec O gringo en 80. Avant c'était assez confidentiel, c'était pas comparable à des gens qui faisaient 500 personnes en concert et qui passaient 12 fois par

Le show business, je l'ai toujours regardé en coin, je ne me suis pas intégré dedans. Ils ne comprennent pas du tout pourquoi je chante au Discophage ni que l'ai décidé de faire des tournées dans des petits théâtres.

Il était important pour moi, venant du ghetto, d'emmener mes chansons jusqu'aux gens du ghetto qui n'écoutent que les hit-parades et la télé; on ne les touche que si on est une star; ils

ne sont pas curieux, ils n'ont ni le blé, ni le temps, ni la culture; la curiosité c'est réservé à une minorité.

J'ai gardé une indépendance dans ma vie qui me permet d'être seul quand l'en al envie, de ne pas être assisté d'un manager ou d'un attaché de presse. Je viens d'avoir un break de 6 mois où je n'ai ni écrit, ni enregistré parce que l'en avais besoin; depuis 78 je n'avais

Dans tes concerts, tu sembles avoir un pouvoir énorme sur ton public. On dirait que tu peux leur faire faire n'importe quoi.

Le phénomène du spectacle en soi, c'est une prise de pouvoir. Tu es obligé de capter l'attention des gens, sinon personne ne t'écouterait; tu ne peux pas monter sur scène en t'excusant. Moi, parfois j'exagère, ça m'arrive. Quand tu te retrouves sur une scène sous les projecteurs avec 5 000 personnes qui gueulent, ça te donne effectivement une impression de pouvoir, mais limité, parce qu'il faut bien savoir que si tu glisses, tu glisses; si tu passes à côté du spectacle, ça va se retourner contre toi.

LA RÉVOLTE, CA DONNE DE LA VOIX

Pourquoi des chansons de révolte aujourd'hui?

l'ai toujours écrit des chansons de révolte parce que je suis un révolté chronique; en plus, je pense que la révolte est un moteur pour la révolution, bien qu'on ait dit que les révoltés n'étaient pas des révolutionnaires et que leur chemin était individuel,

La révolte, ça donne de la voix, ça donne de l'inspiration et c'est aussi ma façon de réagir à l'injustice; je n'arriverais jamais à faire une analyse désincarnée. Moi je ne suis pas un intellectuel pur; ça passe par la révolte qui est

un peu en dehors des idéologies, la ré- pouvoir total sur les gens les plus défavolte c'est comme un cri, c'est comme vorisés. Eux, ils m'ont dit : « Pour nous,

coup de révoltés là-bas : la société devient tellement anonyme et froide que ça se ressent dans les rapports entre les hommes et les femmes, dans les rapports d'amitié. Les années 60 étaient beaucoup plus tulmutueuses que ça. C'est bien les Américains qui contaminent la planète entière : ils analysent, ils mettent bout à bout et ils font l'addition : si vous êtes pas bien réveillés, prenez un rail de coke, si vous êtes un peu speed, fumez un joint d'herbe mexicaine et ca passera.

Pourquoi une telle influence du Tiers Monde dans tes chan-

Moi, au départ, je me considère comme du Tiers Monde, ou même du quatrième. Je suis né dans une cité d'urgence de la banlieue stéphanoise, donc dans un ghetto.

La première chose que j'ai faite quand j'ai voulu me tirer de l'usine, je suis parti au Brésil. J'y ai vécu deux ans, je suis sorti directement des acièries de M. de Wendel pour aller faire la route en camion entre Belem et Sao-Paolo, j'avais 19 ans et mes rapports avec le Tiers Monde ont été instanta-

LA MUSIQUE DANS LA RUE

Et puis, il y a cette musique du Tiers Monde, plus particulièrement la Caraïbe et le Brésil, qui a une force inouïe. Les musiques les plus populaires et les plus puissantes viennent toujours du Tiers Monde, c'est l'exemple type du reggae.

En Jamaïque, j'ai beaucoup discuté avec les rastas, je n'étais pas très mômes ne lisent plus parce que, en ded'accord avec le rastafarisme.

D'abord, ils m'ont dit : «Est-ce que tu crois en Dieu?». «Non»; c'était un mauvais point. Je leur ai expliqué que dans nos pays capitalistes blancs, Dieu

quelque chose de sensuel, passionnel et a toujours été une façon d'imposer un c'est une force qui nous permet de re-J'ai vécu aux USA. Il n'y a pas beau- trouver nos racines, de nous unir.» Mais ce genre d'idéologie intouchable dans les cieux, c'est dangereux.

> Au Brésil, en Jamaïque, la musique est dans la rue. C'est complètement leur culture, ils ne savent pas lire; tout le monde fait de la musique, c'est pas comme chez nous.

> Mes rapports avec le Tiers Monde c'est ça : j'ai vécu avec eux tout simplement. J'ai appris à jouer la musique brésilienne au Brésil, le reggae en Jamaïque, la musique portoricaine dans le Spanish Harlem. Toutes mes chansons inspirées de ces musiques, le les ai écrites sur place. l'ai utilisé une musique vivante. Pour moi, le rock, ca ne vit pas du tout. C'est un coup du showbiz une fois de plus : je l'ai dit dans une chanson de Nuit d'amour. Moi, je suis un rocker des années 60, je suis un rocker tropical. Le rock : «C'est une pute déshabillée dans le couloir des sixties/ C'est un rif remaquillé dans les couloirs du showbiz. » Il n'v a plus de nouvelle musique actuellement, la seule musique qu'il y ait eu depuis 10 ans, c'est le reggae.

Comment se fait-il que venant d'où tu viens, c'est-à-dire de la zone, tu écrives les textes que tu écris, que tu sois devenu un intellectuel?

le suis beaucoup plus un sensitif et un sensuel qu'un intellectuel, i'ai des rapports sensuels avec la réalité et même avec la politique. Je ne peux pas avoir des rapports froids avec qui que ce soit, et même avec des idées abstraites, il faut que je touche, et ça, ça vient de mes origines.

LIRE POUR PLANER

le trouve un peu dommage que les hors des voyages, tout le background, toute la charge des mots que j'ai, elle vient de la lecture, de la littérature, Toute ma culture, elle est là-dedans, elle est plus littéraire que musicale.

Mes parents lisaient, et lisent toujours beaucoup. Mon père, c'est un vieux communiste de 36: c'était l'époque où le monde ouvrier s'était ouvert à la culture, ils avaient une soif d'apprendre les choses. Mon père, il a été leader syndicaliste pendant 40 ans et c'est un type qui est toujours aussi ouvert sur l'extérieur; c'est un sage, mon

Aujourd'hui, je lis toujours autant, je lis sans arrêt, j'ai une soif de lecture incroyable, je dévore, je prends sur ma

C'est le seul moment où tu développes ton imaginaire; avec la musique, tu développes ta sensualité, c'est un art abstrait qui ne s'adresse qu'à la sensibilité; la lecture, ca s'adresse aux deux : le seul moyen de planer vraiment, c'est

le crois que le rêve, c'est le moteur de la révolution; tous les grands révolutionnaires étaient des rêveurs, comment veux-tu imaginer une autre société autrement? C'est impossible. Et puis, le rêve n'est pas indexé sur le temps. Le temps, c'est l'élément le plus castrateur qui existe dans la réflexion et

La journée des gens est régulée par le temps. Quand tu fais 8 heures de boulot et 2 heures de transport par jour, on peut vraiment parler d'impérialisme du temps; ce n'est ni à l'est, ni à l'ouest, c'est la même chose. Le temps, ça régule même les émotions.

Quels sont tes projets?

Je suis en train d'écrire un album qui sortira en février et qui s'appelle Etat d'urgence.

le vais faire une tournée de petites salles et ensuite, je ferai sûrement une grosse tournée en novembre prochain en France et dans le monde où ma musique commence à être connue : Amérique latine, Allemagne, Italie, Espagne, Portugal... pour éviter la routine.

> Propos recueillis par Cat BRUMA et Boris DUROC

TRAVAILLEURS - 31



Au bout de son âge

ARAGON

Ballade de celui qui chanta dans les supplices.

Et s'il était à refaire Le referais ce chemin Une voix monte des fers Et parle des lendemains Je meurs et France demeure Mon amour et mon refus O mes amis si je meurs Vous saurez pour quoi ce fut Ils sont venus pour le prendre Ils parlent en allemand L'un traduit veux-tu te rendre Il répète calmement Et si c'était à refaire Je referais ce chemin Sous vos coups charges de fers Que chantent les lendemains Il chantait lui sous les balles Des mots sanglants est levé D'une seconde rafale II a fallu l'achever Un autre chanson française A ses lèvres est montée Finissant la Marseillaise Pour toute l'humanité

(La Diane française, 1944)

Faut-il donc que l'homme disparaisse pour que l'on découvre l'homme? Gisant, serait-il plus grand que vivant? Après la mort de Louis Aragon, on a tant écrit, tant parlé. Même ceux qui, hier, le traînaient dans la boue saluent sa dépouille chapeau bas. A ce concert, quelques sons de cloches discordantes, mais quand ces cloches ont noms J. E Hallier ou PFN... quoi d'étonnant? Les vers de terre applaudissent à la chute de l'étoile. A part ça, le panégyrique fait unanimité.

Quand on a, comme moi (comme une majorité de gens) découvert Aragon en écoutant Ferrat, Ferré et Brassens, on se sent un peu dépassé par toutes ces savantes analyses faites par de non moins savantes personnes. J'aurais pu, repiquant à droite et à gauche, écrire un article en forme d'éloge funèbre qui fasse le tour des 85 ans de sa vie... J'aurais pu regarder son image dans ce miroir quelque peu déformant. Ça n'aurait pas été l'Aragon que je connaissais. Celui de «La Diane française», des «Communistes» et de «La semaine sainte». Celui de «L'Affiche rouge», celui qui «chante pour passer le temps». «Le Fou d'Elsa». Mais aussi l'homme qui avait choisi un camp, un idéal. Là-dessus aussi, les savantes analyses d'une certaine presse sont unanimes: Aragon était «l'homme» du parti, du soutien inconditionnel à la ligne fluctuante du PCF, à l'URSS. Une image monolithique et froide que la réalité égratigne. Quand il parlait de «Biafra de l'esprit» ou, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, de «la lutte courageuse (des Tchèques) contre l'envahisseur»... l'image de l'intellectuel aux ordres pâlit pour laisser apparaître l'homme épris de liberté pas si aveuglé que ça par son engagement. Bien sûr, il y aurait des choses à dire, des jugements à porter. De 1927 (date de son adhésion au PCF) à 1982, le monde a été de nombreuses fois secoué, l'idéal du communisme a été entâché. Certains ont choisi de renoncer. D'autres de lutter. Aragon a parfois soutenu ce qui nous semble insoutenable aujour-d'hui... Aujourd'hui, seulement. Cela n'est pas l'affaire d'un seul homme, aussi grand soit-il. Tous ceux qui se réclament de l'idéal du socialisme sont interpellés.

Aragon repose auprès d'Elsa, tant aimée, tant chantée. Il ne jouera plus à nous éblouir de mots. Le dernier accord a été plaqué. Reste l'œuvre, reste l'idée... Ce chant est bien trop fort pour qu'il s'oublie la tournée finie.

Claude DHALLUIN